ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1442 - 23 février 1996 - prix : 9 F

Avec ou sans contrôle des députés ce n'est pas aux travailleurs de payer le trou de la Sécu

la Poste, SNCF, Allocations familiales

la politique d'austérité vue du côté des guichets

p. 11, 12, 13

Industries d'armement

reconvertir et produire utile, pourquoi pas ?

p. 5

M 6189 - 1442 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – La non-«réforme»de l'abus de biens sociaux
– L'ARC et le financement des partis politiques
– Marée noire sur les côtes galloises

5 – Armement ou plus de productions utiles ?
– A propos de «l'année Clovis»

6 – Corse : réglements de comptes et tractations secrètes
– A propos d'un attentat raciste en Corse

7 – PCF : des forums, qui réinventent l'Union de la gauche

15 – Manifestation de parents et d'enseignants à Paris
– Lycée des Lilas : proviseur ou gardien chef?

Dans le monde

8/9 –Ex-URSS : des grèves qui se multiplient
– Etats-Unis : les élections primaires et Buchanan

10 – Grande-Bretagne : des municipalités travaillistes contre leurs salariés
– Irlande du Nord : retour de l'état de siège

16 – Italie : la «gauche» redonne crédibilité à la droite

Dans les entreprises

11 – La Poste : réorganisation du réseau
– Menaces chez les «camions jaunes»

12 – SNCF : contrat de plan et questionnaire aux usagers
– RATP : l'augmentation des salaires reste à obtenir
– SNCF Limoge : grève à la société Abilis
– Air-France Orly : accident grave

13 – CAF-Paris 19e : côté guichets
– Crédit Foncier : ce n'est pas aux salariés de payer

14 – Chez Chausson-ETG
– CAMECA-Courbevoie : opération financière

Voir

15 – *Sharaku* de M. Shinodo

Juppé et son plan

LA SÉCU DANS LA CONSTITUTION NE DONNERA PAS AUX TRAVAILLEURS PLUS DE CONTRÔLE SUR LEURS COTISATIONS

Réunis en congrès au château de Versailles, les députés et sénateurs ont donc révisé la Constitution et décidé par 681 voix contre 188 de se donner le droit de légiférer sur le financement de la Sécurité sociale.

Juppé, qui a dû abandonner bien des volets de son plan après les grèves de novembre-décembre, a au moins sur ce point réussi à aller jusqu'au bout et à donner un semblant de satisfaction à sa majorité. Aux termes de cette réforme, les parlementaires pourront chaque année, parallèlement à la discussion sur le budget de l'Etat, voter une loi qui déterminera «*les conditions générales de l'équilibre financier*», en fixant notamment les «*objectifs de dépenses*» et les «*prévisions de recettes*» de la Sécurité sociale.

Tout cela reste cependant très général, et c'est encore un nouveau texte qui devrait préciser dans les prochaines semaines le champ d'application et la portée de cette réforme, qui devrait exclure les régimes complémentaires de retraite, ainsi que l'assurance-chômage et le RMI par exemple.

Dans l'immédiat, cette réforme ne changera pas grand-chose au fonctionnement actuel de la Sécurité sociale, si ce n'est que chaque année, les parlementaires devront voter les grandes lignes d'un budget qu'ils ne contrôleront pas plus, et même moins, que le budget de l'Etat. Si ce n'est aussi que ce changement solennel introduit dans la Constitution a été l'occasion de laisser entendre que le «trou» de la «Sécu» serait en partie à imputer à la gestion syndicale, et pas à la politique de l'État et aux charges que celui-ci fait retomber sur le budget de la Sécurité sociale.

En fait, le changement sera d'autant moins perceptible que depuis la création du système, il y a cinquante ans, l'Etat a toujours été le seul à décider des grandes orientations de la protection sociale. De même, les gouvernements successifs, qu'ils aient été de droite ou prétendument socialistes, ont toujours eu la haute main sur les recettes et décidé unilatéralement d'augmenter les cotisations, de plafonner les remboursements, de modifier les régimes de retraite, d'instituer et d'augmenter le forfait hospitalier, ou encore d'exonérer les patrons de leurs cotisations. Et cela, sans en référer, la plupart du temps, aux députés ou aux «gestionnaires» de la Sécu, et encore moins aux salariés.

Dans ces conditions, les représentants syndicaux, qu'ils dénoncent, comme la CGT ou FO, les risques que ferait courir le transfert de la gestion de la protection sociale entre les mains de l'Etat, ou qu'ils s'en félicitent comme la CFDT ou la CFTC, n'ont jamais eu beaucoup de prise sur cette gestion. Mais ils bénéficient grâce à leurs sièges dans les conseils d'administration des différentes caisses de sinécures leur permettant en grande partie de faire vivre leur appareil syndical. Cela motive en grande partie leurs prises de position, puisque, dans le cadre de la réforme, il est question que le gouvernement s'attribue le droit de nommer directement les administrateurs. Mais c'est justement là-dessus que le gouvernement pourrait, en fait, donner facilement satisfaction au moins à certains appareil syndicaux sans avoir à reculer de façon visible sur l'ensemble de son projet.

Pour les travailleurs, les problèmes ne se situent pas là, mais dans la détérioration globale du système de couverture sociale. A cause du chômage, du blocage des salaires, des avantages fiscaux et des abattements de charges octroyés par les gouvernements successifs au patronat, les caisses de l'Etat comme celles des régimes sociaux se sont vidées. Du coup, les cotisations des salariés n'ont cessé d'augmenter tandis que les prestations, du remboursement des soins médicaux au calcul des retraites, n'ont cessé de diminuer. Ce sont ces choix que les travailleurs devront réussir à remettre en cause dans les luttes futures, comme ils ont commencé à le faire au cours des grèves de novembre-décembre.

Roger MEYNIER

Lutte Ouvrière dans votre ville

Venez discuter avec nos militants

Samedi 24 février :

- **Saint-Ouen-L'Aumône (Val-d'Oise) Place Mendès-France (place du marché devant la Mairie) de 10 h à 18 h. Réunion-débat à 17 h.**
- **Givors (Rhône) Place Henri-Barbusse, de 10 h à 18 h. Réunion-débat à 17 h.**

Samedi 1er mars :

- **Le-Trait (Seine-Maritime) Place du Marché à partir de 10h. Réunion-débat à 15h et 17 h.**

Lutte Ouvrière dans les élections partielles

Dans les élections législatives partielles qui se tenaient le 18 février dans les Yvelines et en Seine-Saint-Denis, Lutte Ouvrière présentait des candidats.

Dans la 13e circonscription de Seine-Saint-Denis (Noisy-le-Grand), notre camarade Pascal Boutet a recueilli 402 voix, soit 2,31 %, et dans la 2e circonscription des Yvelines (Versailles-Sud), notre camarade Pascal Alessandri a obtenu 358 voix, soit 1,75 %.

Fête de Lutte Ouvrière à Saint Nazaire Samedi 16 mars

de 16h à 24h,
Salle Jacques-Brel

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 15 200 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil – 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Faire de la politique, MAIS CELLE DES TRAVAILLEURS

A Londres, l'explosion d'une bombe dans un bus a fait un mort et une dizaine de blessés. Selon toute vraisemblance cet attentat était l'œuvre de l'IRA, qui considère tous les Anglais, riches et pauvres, responsables au même titre de la politique menée par la Grande-Bretagne en Irlande du Nord. Sauf que dans les bus de Londres ou d'ailleurs, on rencontre évidemment plus de travailleurs que d'industriels, de banquiers, ou de ministres.

Les travailleurs catholiques d'Ulster ont-ils quelque chose à gagner à ces attentats aveugles ? Bien sûr que non. Et si les gens qui les commettent parviennent un jour au pouvoir, le mépris qu'ils manifestent aujourd'hui pour la vie des travailleurs anglais laisse mal augurer des méthodes qu'ils utiliseront avec leur propre peuple.

A Alger, la fin du Ramadan a été marquée par les explosions de deux voitures piégées qui ont fait douze morts et vingt-deux blessés. Les hommes qui sont à l'origine de ces attentats prétendent lutter contre la corruption du régime au nom d'un islam « populaire ». Mais c'est dans les rangs de leur propre peuple qu'ils ouvrent ces brèches sanglantes, parce qu'ils pensent que cette stratégie de la terreur peut leur ouvrir le chemin du pouvoir. Et s'ils y parviennent, il est évident que le régime qu'ils imposeront sera une prison pour le peuple algérien tout entier.

La Bosnie a connu pendant des années une guerre civile horrible où, de chaque côté, les pires atrocités ont été commises, sous les ordres de chefs de guerre qui ont dressé leurs peuples les uns contre les autres, pour essayer d'agrandir la fraction de territoire qui tomberait sous leur coupe. Aujourd'hui, on y parle de paix. Mais chacun sait que les mêmes dirigeants sont capables de redéclencher les hostilités. Si la guerre ne reprend pas, malgré les discours sur les « criminels de guerre », ce sont vraisemblablement ces hommes qui ont tant de sang sur les mains qui continueront à faire la loi. Ils parlent déjà de s'octroyer des amnisties réciproques. Ce ne sont pas les représentants des grandes puissances qui s'y opposeront, s'ils pensent que laisser ces gens-là à leur poste est le meilleur moyen de maintenir l'ordre capitaliste. Et les travailleurs serbes, croates ou musulmans – sans compter ceux qui étaient un peu tout cela à la fois – devront subir le pouvoir de ces assassins.

Cela se passe dans d'autres pays que le nôtre ? Peut-être. Mais cela nous concerne aussi.

Combien de travailleurs proclament, comme si c'était une raison de fierté, « Moi, je ne fais pas de politique », en croyant que c'est le meilleur moyen de pouvoir mener une vie tranquille ? Autant ici qu'il devait y en avoir en Irlande, en Algérie, ou en Bosnie.

Mais « ne pas faire de politique », cela veut dire laisser les autres faire la leur. C'est parfois, comme ici, sous le couvert d'un régime qui a les apparences de la « démocratie ». C'est parfois en employant ouvertement des méthodes abjectes. Mais c'est toujours à l'encontre des intérêts de ceux qui vivent de leur travail.

La classe ouvrière, si elle prenait en main la défense de ses intérêts, justement parce qu'elle n'exploite personne, pourrait imposer à tous les problèmes de notre société en crise des solutions, conformes aux intérêts du plus grand nombre. Et cela sans avoir besoin, bien au contraire, de recourir à des méthodes abjectes, simplement en utilisant la force sociale que lui donne son rôle dans la production.

Nous, les travailleurs, nous devons « faire de la politique ». Non pas, bien sûr, au sens d'essayer de faire carrière à travers les élections. Mais au sens de nous préoccuper des affaires de la société, de ne pas rester passif, d'agir pour améliorer le monde dans lequel nous vivons, celui que nous laisserons à nos enfants.

Car si nous nous contentons de glisser tous les cinq ou sept ans un bulletin de vote dans une urne, de donner une procuration à d'autres pour qu'ils fassent de la politique à notre place, ou d'applaudir des démagogues qui nous affirment qu'ils résoudront nos problèmes pour nous, la seule chose qui nous restera à coup sûr, ce sera nos yeux pour pleurer.

La réforme de « l'abus de biens sociaux » au placard... pour l'instant

UN PROCUREUR QUI RÊVE D'UN GRAND PARDON DES PATRONS CORRUPTEURS

Tout semblait réuni pour en finir avec la menace que la loi actuelle sur l'abus de biens sociaux fait planer sur les dirigeants d'entreprise ou les politiciens corrompus et qui a conduit à des dizaines de mises en examen de patrons et de politiciens ces dernières années. Un projet de loi, qui devait interdire de juger des affaires trop anciennes, avait été mis au point par le député RPR Pierre Mazeaud.

Mais ce projet a déclenché des protestations opposées rendant périlleuse sa mise en œuvre. D'un côté, les magistrats ont défendu leur droit de poursuivre et d'avoir le temps de réunir des éléments accusateurs dans un domaine où il faut débrouiller l'écheveau des comptes et des magouilles. De l'autre, les patrons, actuels ou futurs mis en examen, ont exercé de nombreuses pressions dans la coulisse pour que rien ne vienne les empêcher de profiter tranquillement ou d'acheter le politicien de leur choix. Et le projet de loi est retourné dans son placard.

Les différentes lois mises en avant dans le passé pour lutter, prétendait-on, contre la corruption des politiciens ont laissé dans l'opinion le souvenir que le Parlement s'était « auto-amnistié ». Apparemment, les députés RPR qui ont renoncé à présenter le projet de loi de leur ami Mazeaud ne se sont pas sentis de taille à coiffer un nouveau chapeau : celui de la grande amnistie des patrons et politiciens mis en examen.

Reste que le patronat maintient ses exigences. Parfois avec mauvaise humeur : tout ce petit monde des juges et des politiciens n'est-il pas censé être à sa main ? En même temps qu'on voit certaines affaires classées purement et simplement (par exemple, l'affaire de feu Pelat, l'ami de feu le président), des voix s'élèvent parmi les hauts magistrats pour inciter leurs collègues à plus de « compréhension ».

Ainsi le procureur général Burgelin invite les juges à être circonspects. Il les met en garde contre « *la mise en cause insuffisamment réfléchie de dirigeants politiques ou économiques* ». Et il fait cette remarque, involontairement savoureuse : « *N'oublions pas que notre droit fiscal admet qu'un entrepreneur déduise de ses impôts les « commissions », c'est-à-dire les pots-de-vin, qu'il a dû verser pour obtenir un contrat avec l'étranger. Il serait paradoxal que cette pratique – quoi qu'on en pense sur le plan moral – entraînât des poursuites pénales parce qu'elle serait un délit au sens du code pénal.* »

Qu'on se le dise, il y a pots-de-vin et pots-de-vin, et dans certains cas, les juges doivent savoir fermer les yeux. Et pour tenter de justifier cette mansuétude à l'égard des grands patrons, le même procureur suggère que l'action des juges contre certains chefs d'entreprise risquerait d'« *aggraver les conséquences de cette crise* » et, en entraînant des pertes de marchés, amener des pertes d'emplois. Voilà du nouveau : le chômage pourrait ne plus être imputable aux patrons qui licencient sans vergogne, mais aux juges qui poursuivraient sans nuances les patrons corrupteurs !

De fait, la loi telle qu'elle est, et sans être réformée à la baisse, laisse encore bien des interprétations pour des magistrats qui souhaiteraient fermer les yeux sur certains trafics du pouvoir politique ou économique. Reste à savoir si les « petits juges » réagiront à ces conseils en mettant tous le doigt sur la couture du pantalon.

Heureusement, ce ne sera sans doute pas le cas de tous. Mais cela ne peut évidemment suffire. Bien plus qu'à quelques juges qui croient qu'il peut exister un capitalisme honnête – ou qui plus simplement règlent des comptes politiques – la transparence des comptes serait indispensable dans l'intérêt des travailleurs.

Les comptes de toutes les grandes entreprises devraient être rendus publics, contrôlables par les travailleurs, et permettre de savoir par quels circuits passe l'argent et comment il arrive plutôt aux copains et aux coquins qu'à ceux qui produisent toutes les richesses. Cela ne sera le cas que si les travailleurs l'imposent.

Jacques FONTENOY

L'AVENIR IRRADIEUX

Aux alentours de l'usine de retraitement des déchets atomiques de La Hague, une étude a mis en évidence une pollution radioactive importante. Les cheminées de l'usine rejettent des produits toxiques qui polluent l'air, les plantes, les vaches, le lait et les humains. Selon des statistiques médicales, il y aurait trois fois plus de leucémies chez les jeunes, dans les environs de l'usine, qu'ailleurs.

Ne vous inquiétez pas, disaient les autorités, tout est maîtrisé et toutes les protections sont prises...

LES FICELLES DE L'ARC

En examinant la comptabilité de l'ARC, la nouvelle direction a découvert que l'association de recherche contre le cancer avait vendu de la publicité à un organisme lié aux municipalités socialistes, ainsi qu'à d'autres liés aux municipalités de droite. L'ARC ne mettait pas tous ses œufs dans le même panier, et ventilait ses sous – ou plus exactement ceux de ses donateurs – sur tout l'échiquier politique.

Cela fait aujourd'hui scandale, et certains accusent déjà l'ARC d'avoir « arrosé » des politiciens. Mais en fait l'ARC consacrait la majeure partie de ses ressources à recueillir des fonds, qui à leur tour servaient à en ramasser d'autres plus importants, et dépensait finalement plus d'argent à chercher de l'argent qu'à la recherche médicale elle-même.

Après tout que reproche-t-on à l'ARC ? Cette association a réussi, à partir de pas grand-chose, à ramasser des milliards et avait créé une pompe à finances remarquablement efficace. Pour la médecine cela n'a peut-être pas été d'un très grand secours, mais c'était un modèle de réussite capitaliste. Jacques Crozemarie est maintenant victime de l'opprobre universel, mais au fond, dans la société actuelle il devrait plutôt être louangé pour son sens du management, ses talents commerciaux, et son hypercompétitivité.

C'est à lui qu'on devrait décerner le titre de « manager », sinon de l'année, en tout cas de la décennie. Un vrai champion du cancer... capitaliste.

A.V.

L'ARGENT SALE DES PÉTROLIERS

AFP

Une fois de plus un superpétrolier a provoqué une marée noire, cette fois le long des côtes du Pays de Galles. Une fois de plus il s'agissait d'un « pavillon de complaisance ». Ce navire était de construction récente, mais il n'était pas muni d'une double coque qui aurait peut-être évité la catastrophe. On ne connait pas encore toutes les causes du désastre, mais ce qui est sûr c'est que ce n'est pas la tempête qui a provoqué cette souillure, mais bien plutôt la pingrerie des capitalistes, des trusts du pétrole et des armateurs, qui ne prennent pas toutes les mesures de sécurité. La terre, ils s'en moquent. Après eux le déluge... noir !

Moins d'armée, moins d'armements ?

ET POURQUOI PAS DAVANTAGE DE PRODUCTIONS UTILES ?

Le jeudi 22 février, le président de la République doit indiquer à la télévision les orientations retenues en ce qui concerne la réorganisation des armées et la réforme du service national.

Il lui faut d'abord essayer de calmer le jeu et les inquiétudes que certaines indiscrétions dans la presse ont pu jeter dans les milieux militaires. *Le Monde* a en effet publié des extraits d'un télex confidentiel classé « *diffusion restreinte* » où le chef d'état-major de l'Armée de terre, le général Monchal, expliquait à ses troupes que les premières dissolutions de régiments devraient intervenir dès 1997.

Même si ces premières dissolutions annoncées découlent en fait des décisions prises dans le passé par l'équipe Balladur, l'action de l'actuel gouvernement devrait continuer dans le même sens. Il reste à savoir à quel rythme.

En tout cas, avec les projets actuels qui consisteraient à remplacer l'armée de conscription par une armée de métier et le service national par un service civil, nombre de régiments devraient être dissous et les effectifs de l'Armée de terre devraient descendre de près de 270 000 hommes à 130 000 ou 140 000, ce qui entraînerait la suppression d'une centaine de régiments sur les 186 qu'elle compte actuellement.

Théoriquement, « *le dégagement de cadres* », comme dit le ministre Millon dans son étrange jargon, est exclu. En clair : pas de licenciements des militaires professionnels. Nul ne doute cependant, si c'était malgré tout le cas, que président, Premier ministre et ministre de la Défense seraient aux petits soins des militaires pour assurer, comme l'armée a toujours su le faire, un bon reclassement dans le civil à ceux qu'elle pourrait remercier.

Le sort des villes qui accueillent les casernes des régiments qui seront dissous est, en revanche, plus problématique. Là où la caserne et sa population constituent la source principale d'activité, cela pourrait même devenir dramatique. Il ne s'agit évidemment pas de lutter pour conserver caserne et régiment, mais de savoir par quelle autre activité ils pourraient être remplacés. Et en ces temps où les chefs d'entreprise ne sont guère portés sur l'investissement on peut soupçonner la réponse : un grand silence dans la tradition de la « grande muette ».

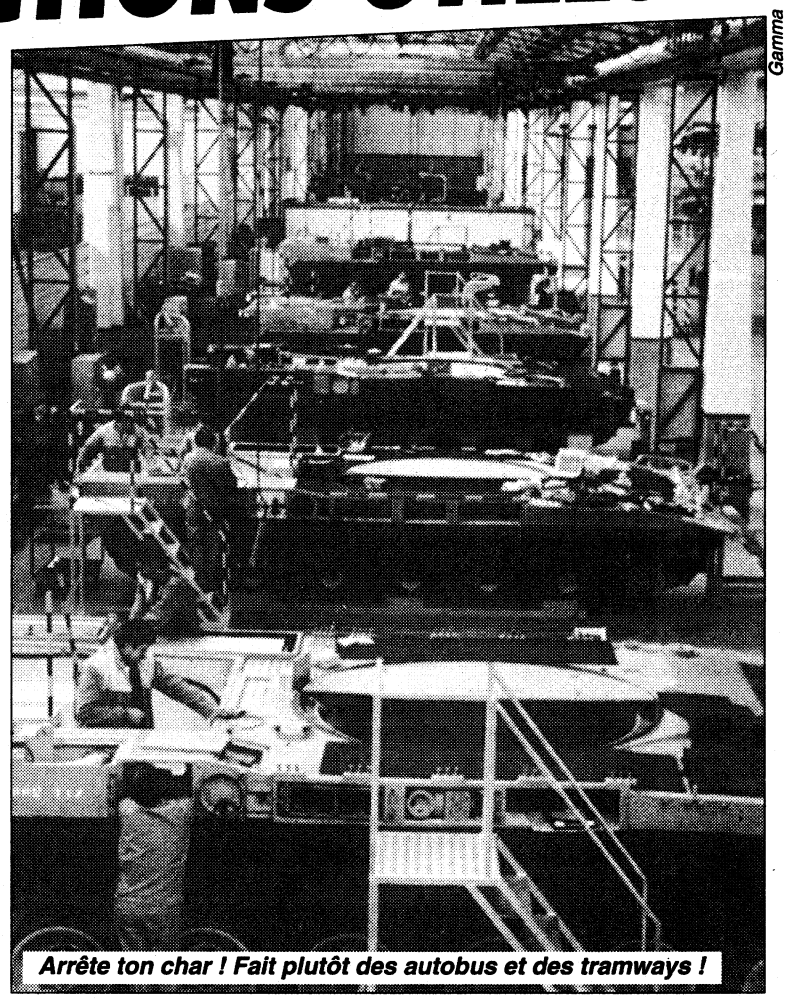
Le ministre de la Défense, qui craint quelques difficultés, laisse entendre qu'il ne fermerait pas trop vite les locaux militaires et ne serait pas contre étaler ces mesures sur cinq à sept ans. Cela reviendrait alors à les reporter, comme l'a déjà fait Balladur en son temps, à après la prochaine échéance électorale, en l'occurrence les législatives de 1998.

Mais Chirac, dans la tradition de son acharnement en matière d'essais nucléaires, pourrait, à l'inverse, pousser dans le sens d'une accélération des fermetures pour maintenir sa réputation de « grand réformateur », en laissant le soin au ministre de régler les difficultés.

En tout cas, au moment où se profile un autre grand chantier, celui du démantèlement de l'industrie d'armement, qui pourrait entraîner, dit-on maintenant, la disparition de 75 000 emplois, ce remue-ménage du côté des effectifs de l'armée renforce l'idée que rien ne va plus du côté du militaire.

Les travailleurs des arsenaux n'ont en tout cas, pas plus que les autres travailleurs, à accepter d'être jetés à la rue. Bien sûr, l'objectif ne peut être le maintien... de la production d'armes ! Mais si leur lutte avait suffisamment d'ampleur, elle pourrait imposer non seulement le maintien de leur emploi et de leur salaire mais la reconversion des arsenaux. Ce que l'État engloutit depuis des années en production d'armement, nuisible ou au mieux inutile, pourquoi ne le dépenserait-il pas, cette fois pour des productions utiles. On sait bien, en temps de guerre, transformer en très peu de temps la production d'automobiles en production de chars, alors pourquoi ne pas transformer la production de chars en production, par exemple, de tramways dont rêvent tous ceux qui souhaitent désenclaver les banlieues, et en production de tant d'autres choses utiles à l'ensemble de la population ?

J.F.



Gamma

Arrête ton char ! Fait plutôt des autobus et des tramways !

DES RAFALES DE FINANCEMENTS PUBLICS

Le fabricant d'avions de guerre Dassault s'est offert de pleines pages de publicité dans la presse sur son dernier né, le Rafale, sous le titre « *L'avenir dès aujourd'hui* ». Mais la coïncidence de cette publicité avec des articles publiés le même jour, 20 février, sur le 80e anniversaire de la bataille-boucherie de Verdun, laisserait augurer un avenir plus sombre pour les peuples, quand on sait à quoi sont destinés les « produits » Dassault.

Mais « l'avenir » qu'évoque Dassault a, pour lui, un sens immédiat, lié à la fusion entre cette firme et la société d'État, Aérospatiale. Et, comme dans tout mariage de ce genre, le plus important pour le « fiancé » est la dot que fournira le « père » de la mariée, en l'occurrence l'État, et donc les contribuables.

Au moment où, comme l'annonçait par exemple *Le Figaro*, « *Chirac devait annoncer une révolution militaire vers l'armée de métier* », Dassault tient sans doute à rappeler à ce même Chirac, dont la carrière politique a débuté comme protégé de Marcel Dassault, le père de l'actuel patron, que lui et l'État n'ont rien à refuser à l'avionneur et que, sous cet angle, « *l'avenir dès aujourd'hui* » doit ressembler au passé...

Du vase de Soissons à l'année Clovis

L'ÉTAT FRANÇAIS VOLE DEPUIS 1 500 ANS

Comme presque tout le monde, vous ignorez probablement ce qui s'est passé en l'an 496, ou si vous l'avez appris à l'école vous l'avez oublié. Cette année-là, à la suite d'une promesse qu'il aurait faite durant la bataille de Tolbiac – qu'il gagna – un des rois francs, Clovis, se fit chrétien. On ignore si le fait se produisit réellement à ce moment-là ou en 498, voire en l'an 500, mais peu importe, c'est 496 qui a été retenu, et par conséquent c'est en 1996 qu'on en célébrera le quinze centième anniversaire.

Avec Clovis, les 3 000 hommes de sa garde se firent également baptiser, car la liberté de conscience, en ces temps-là, était assez rudimentaire, et il ne faisait pas bon déplaire au chef. Clovis fut donc le premier chef d'État « français » catholique. L'Église va donc commémorer l'événement, le pape viendra à Reims – lieu du baptême de Clovis – le 22 septembre et il y aura de nombreuses festivités. Pourquoi pas, direz-vous, si ça leur chante. Le problème c'est qu'une fois de plus l'État va se faire représenter. De l'argent sera fourni par les autorités locales, Ville de Reims et département de la Marne, ainsi que par l'État, réputé laïque et républicain. Et on se demande si Chirac, qui vient de participer à la messe à Notre-Dame de Paris pour la mort de Mitterrand et qui vient d'aller voir le pape au Vatican, ne tâchera pas d'être aussi « sur la photo » à Reims, près du pape, le 22 septembre.

En tout cas, un Comité national pour la « *commémoration des origines de la nation* » vient d'être créé sous le patronage de Chirac, avec divers ministres, dont le Premier, ainsi qu'une ribambelle d'historiens et de personnalités religieuses. C'est qu'on ne plaisante pas avec Clovis !

Quant à Le Pen, qui a déjà annexé Jeanne d'Arc, il ne pouvait être en reste, et l'effigie de Clovis figure déjà sur les nouvelles cartes du Front National, en attendant les cérémonies et les discours.

On ne sait pas si Chirac et Le Pen en sont à rêver de se faire sacrer à Reims. Rappelons tout de même que ce Clovis, qui plaît tant à Le Pen, était, au fond, un immigré différent des travailleurs immigrés d'aujourd'hui qui viennent se faire exploiter en France en ceci que lui a ravagé la Gaule, avant de s'y établir à la tête de sa petite armée. Il mérite beaucoup moins le respect que les travailleurs immigrés d'aujourd'hui, lui qui pillait activement églises et monastères sans trop prendre garde aux morts causés au passage. C'est à cette occasion qu'il prétendit obtenir davantage que sa part de butin, avec le fameux « vase de Soissons ». Alors, symbole pour symbole, on peut y voir aussi celui de l'État pillard...

Corse

RÈGLEMENTS DE COMPTES ET TRACTATIONS SECRÈTES

AFP

Des membres du FLNC lors de l'enterrement d'un militant nationaliste assassiné.

AFP

Lors de la visite de Jean-Louis Debré en Corse.

On ne peut pas dire que la venue de Debré, le ministre de l'Intérieur, puis celle de Toubon, le garde des Sceaux actuel, aient calmé le jeu en Corse.

Bien sûr, on parle de processus de paix et l'une des fractions du nationalisme corse, la Cuncolta (plus connue ici, dans les médias, sous le nom de son bras armé : le FLNC canal historique) a bien proposé le 11 janvier, dans une démonstration particulière de ses forces et de ses armes, une trêve de six mois des attentats contre l'Etat français pour pouvoir discuter, mais les élus corses ont alors crié au scandale : comment ! le gouvernement français traiterait avec les clandestins ?

Le gouvernement, sans nier tout en niant, voulant rassurer tout le monde et son père, a insisté sur « l'état de droit » qui n'aurait jamais cessé d'exister en Corse et sur l'unicité de la République (de Dunkerque à Ajaccio…). Mais une curieuse circulaire émanant du procureur général de Bastia demande aux tribunaux corses d'observer « *la plus grande circonspection* » à propos des actes de terrorisme. Bref, tout le monde de la magistrature et de la politique comprend qu'il se passe quelque chose, qu'on ne peut pas en parler, mais qu'il ne faut rien faire qui risque de faire capoter le processus.

Voilà, pour le dessus du panier. En dessous, forcément, ça grouille.

D'abord parce que la Cuncolta n'est pas le seul mouvement nationaliste, qu'il a fait des petits, chacun avec son « bras armé », sans parler des concurrents existant dès le départ. En un an, quinze militants nationalistes ont été abattus, à ce jour du moins (car en ce moment chaque jour amène son cadavre), appartenant essentiellement aux militants de la Cuncolta, FLNC canal historique, ou à ceux du MPA dont le bras armé s'appelle FLNC canal habituel.

Qu'y a-t-il derrière ces assassinats, pour lesquels il n'y a eu encore aucune arrestation, la magistrature ayant prudemment observé, avant même la consigne, la dite règle de la « circonspection » ? Querelles d'intérêts (on n'ose parler d'idéologie), vieille règle de la vendetta, contestation par les uns et par les autres du choix du gouvernement français de ne discuter qu'avec « Canal historique », règlements de comptes, personnels, mafieux ? Toutes les hypothèses ont été avancées, aucune vérifiée. Entre la clandestinité revendiquée par les groupes nationalistes, et le secret d'Etat observé par les gouvernants, toutes les rumeurs, vérités et calomnies prennent leur place.

Que devient l'avenir de la Corse dans tout cela et l'avenir de la population corse ? Ce n'est certainement pas l'enjeu de ces guerres, assassinats, tractations secrètes ou autres. Si la question d'une forme d'autonomie parvient à être négociée, certains, parmi les plus puissants aujourd'hui (dans la construction ou le commerce, etc.), y trouveront leur compte. La majorité de la population, qui est, elle, frappée par le chômage, la pauvreté et la précarité, aura toujours ses intérêts à défendre.

Du côté des affaires

SCHULLER : HEUREUX !

Tandis que l'instruction de l'affaire des HLM des Hauts-de-Seine, qui a déjà conduit la justice à mettre en examen cinq chefs d'entreprises du bâtiment pour fausses factures et corruption, suit son cours, l'ancien directeur général de l'Office des HLM Didier Schuller est toujours en fuite.

Apparemment, le fait d'être sous le coup d'un mandat d'arrêt international depuis le 23 juin 1995 n'empêche pas cet ancien conseiller général RPR de passer les frontières. Après avoir séjourné successivement en Suisse, au Guatemala, en Argentine, il aurait même fait depuis plusieurs escales à Paris. Il faut croire qu'ayant été un proche de Pasqua, il continue à bénéficier de certaines complicités. Aux dernières nouvelles, Schuller coulerait des jours heureux en Israël où il défendrait les intérêts d'une société française, spécialisée dans le commerce du vin et des alcools. Or il se trouve que ladite société appartient à Patrick Balkany, ancien maire RPR de Levallois (une commune des Hauts-de-Seine) et lui-même impliqué dans une affaire de détournement de fonds publics. Il est vrai qu'en matière de pots-de-vin, tout ce beau monde bénéficie de références… en béton !

Quant à ceux qui croyaient qu'avec Pasqua, le contrôle des frontières s'était renforcé, il ne leur reste qu'à nuancer leur jugement. Avec de vrais faux passeports ou de faux vrais faux passeports, bien des miracles sont possibles.

Attentat raciste en Corse

C'EST LA VICTIME QUI EST MENACÉE D'EXPULSION

■ Après avoir passé vingt-six jours à l'hôpital de Bastia à la suite d'une agression raciste, un étudiant marocain, Ahmed Allaï, est aujourd'hui menacé d'expulsion.

Le 13 janvier dernier, le jeune homme, qui fait ses études en Espagne mais était venu pour quelques semaines en Corse rendre visite à des membres de sa famille travaillant comme ouvriers agricoles à Ghisonaccia, avait été retrouvé gisant sur le bord de la route, le dos et le côté droit criblés de chevrotines. Ce sont les occupants d'une voiture qui lui avaient tiré dessus avec leurs carabines de chasse. Conduit à l'hôpital, le jeune homme dut subir plusieurs opérations. Aujourd'hui encore sa main droite est complètement paralysée, et les médecins de l'hôpital de Bastia prévoient une nouvelle intervention chirurgicale pour tenter de la sauver.

Mais ce ne sont pas les individus qui ont estropié le jeune Marocain, et auraient bien pu l'assassiner, qui sont inquiétés. C'est la victime. Arrêté lors d'un contrôle d'identité, peu après sa sortie de l'hôpital, le jeune Marocain a été gardé à vue quarante-huit heures au commissariat de Bastia, puis s'est vu notifier un avis de reconduite à la frontière du fait que son autorisation de séjour avait expiré pendant la durée de son hospitalisation. Depuis,l'avocat d'une association antiraciste corse, Ava Basta, multiplie les démarches pour obtenir la prolongation de son séjour. Mais celle-ci vient d'être refusée, sous prétexte que les délais pour en faire la demande seraient eux aussi dépassés. Tout juste l'avocat a-t-il réussi à obtenir une promesse que l'arrêt d'expulsion ne soit pas exécuté avant que les soins prévus par l'hôpital ne soient terminés.

Depuis qu'avec le développement agricole de la côte est de l'île les propriétaires ont fait venir en Corse une importante main-d'œuvre nord-africaine (notamment marocaine), le racisme y fait malheureusement partie de l'actualité quotidienne. Un racisme bien plus fort et bien plus ouvertement exprimé en Corse que dans d'autres régions en France. Et il faut bien dire que, sur ce terrain-là, les courants nationalistes corses n'ont fait qu'en rajouter.

Et le cas d'Ahmed Allaï montre que ce n'est pas seulement le racisme individuel, les préjugés imbéciles et criminels qui sont en cause : c'est le racisme de la justice et de la police, plus promptes à poursuivre la victime d'un crime raciste que les criminels, et aussi celui des lois anti-immigrés qu'ils font appliquer.

Olivier BELIN

DES FORUMS POUR « INVENTER L'AVENIR »... QUI RÉINVENTENT L'UNION DE LA GAUCHE !

AFP

Lors du forum du 19 janvier, à Marseille, de gauche à droite : Christian Piquet (LCR), J.C. Cambadélis (PS), Robert Hue (PCF), Catherine Lalumière (Radical) et Guy Hascoep (Verts).

Depuis plus d'un mois, à l'initiative du PCF se multiplient «*les forums pour inventer l'avenir*».

L'ambition affichée du PCF a été de réunir les «*représentants des forces politiques de gauche et de progrès*» afin, dit-il, de discuter de la «*construction d'une perspective politique progressiste neuve*».

Ces forces politiques de gauche et de progrès – qui vont du PCF à Radical qui a conservé Tapie en son sein, et qui vient d'hériter de Kouchner, en passant par le PS, les Verts et le Mouvement des Citoyens de Chevènement, et où la LCR est présente – ont donc la possibilité de débattre devant un public fourni essentiellement par le PCF, et accessoirement par l'extrême-gauche, de ce qu'ils considèrent comme les intérêts à venir des travailleurs, et de la population laborieuse.

Hue et les dirigeants du PCF parlent avec insistance de leur volonté de faire du neuf. Pourtant leur formule n'est pas neuve. Des colloques, des débats, des assises et autres états généraux, il y en a déjà eu. A commencer par les «*assises pour la transformation sociale*» organisées par le PS il n'y a pas si longtemps, auxquelles participaient d'ailleurs déjà une partie de ceux qui se retrouvent aux forums du PCF.

L'œil fixé vers le PS

Si le PCF a réussi à associer un certain nombre de « forces de gauche et de progrès » à son initiative, il n'en reste pas moins que sa préoccupation essentielle reste ses relations avec le PS.

Les dirigeants du PCF répètent presque à chaque phrase qu'ils ne veulent pas «*refaire ce qui a échoué dans le passé*», entendez « l'Union de la gauche ». Il serait bien difficile en effet de faire accepter aux militants, aux sympathisants communistes, ainsi qu'à nombre de travailleurs échaudés, que l'on se prépare à les sacrifier au profit du PS une nouvelle fois, comme on l'a fait à partir de 1981. Et pourtant, c'est la voie dans laquelle les dirigeants du PCF souhaiteraient bien s'engager. Et ils le disent parfois quasi ouvertement.

Robert Hue n'explique-t-il pas, dans *L'Humanité* du 19 janvier, dans la déclaration qui présente ces « forums pour construire l'avenir » que son parti «*a la volonté d'être utile en contribuant à faire vivre ces propositions – y compris comme nous l'avons déjà dit, en participant à tous les niveaux du pouvoir, jusqu'au gouvernement*».

Au gouvernement avec qui ? Seul ? Avec la LCR, les Verts et les Radicaux ? Non, la seule alliance qui permettrait une telle possibilité, serait évidemment l'alliance avec le PS.

Sur quel programme ? Le PS se garde d'avancer le sien. Et le PCF de son côté se garde de préciser ce qu'il considérerait comme acceptable pour lui, et pour les travailleurs dont il prétend représenter les intérêts.

Même les propositions de Hue durant la campagne des présidentielles ne sont guère mises en avant dans les débats, en particulier celle concernant les salaires et le contrôle des fonds de l'État distribués au patronat. Et quand elles le sont parfois, elles sont noyées dans des discours sur les méfaits de la monnaie unique et autres considérations sur la nocivité de Maastricht. C'est-à-dire en faisant prendre le leurre pour l'adversaire.

Ces forums se limitent donc à des discussions, fort civiles au demeurant, selon l'adage – trompeur en l'occurrence – que de la discussion devrait jaillir la lumière.

Car ce n'est pas plus de clarté qui se dégage de ces débats, mais plus d'ambiguïté. Le PCF, en effet, y accrédite une nouvelle fois l'idée que le PS pourrait représenter les intérêts des travailleurs, pour peu qu'il accepte une alliance avec lui. Il renforce l'idée – et ses partenaires dans ces débats agissent dans ce sens-là – qu'une telle alliance est le passage obligatoire pour que les travailleurs disposent d'une perspective politique. Il cultive l'illusion qu'on peut convaincre le PS par des discussions et que le « contrôle des citoyens » permettrait de le contraindre à respecter des engagements... que pour l'instant il se garde bien de prendre.

Sur les objectifs, un flou entretenu

Mais comment ce contrôle des citoyens, de la population, des travailleurs, s'exercerait-il ? Comment les travailleurs pourraient-ils intervenir si les « représentants » tournent le dos à leurs engagements ? Surtout imprécis ! Le PCF ne le dit pas. Pourtant, pour qu'il y ait contrôle ne vaudrait-il pas mieux instaurer la méfiance envers ceux qui se sont montrés de faux-amis dans un passé récent plutôt que de cultiver de la complaisance et des illusions à leur égard ?

Certes, il est nécessaire que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier s'interrogent sur la façon de préparer un avenir qui permette d'inverser la situation, de reprendre l'initiative à la bourgeoisie et à ses défenseurs. Mais on ne peut sérieusement le faire qu'en mettant au centre de ce débat les objectifs, le programme qui permettraient de battre en brèche le système d'exploitation en place, d'affronter ce « mur d'argent » devant lequel ces politiciens de gauche se sont toujours inclinés.

Faut-il, par exemple, continuer à accepter que des entreprises licencient, même lorsqu'elles font des bénéfices, ou faut-il les réquisitionner afin de les mettre au service de la collectivité ? Et n'est-il pas urgent de réclamer que les travailleurs et leurs organisations, les usagers et leurs associations puissent contrôler effectivement les comptes des grosses sociétés, puissent prendre connaissance de leurs transactions, de leurs marchés ? Ne serait-il pas nécessaire d'imposer à l'État qu'il consacre l'argent qu'il verse, à fonds perdus, aux patrons, sous prétexte de lutter pour l'emploi, à améliorer les services publics, en créant, directement, lui-même, des emplois utiles à la collectivité ? N'est-il pas indispensable d'augmenter les salaires de 1 500 F, ou même d'au moins 1 000 F – pour reprendre la revendication que Robert Hue proposait au cours de sa campagne présidentielle ?

Seul un débat, centré autour de telles propositions et d'une telle démarche pourrait peut-être permettre de vérifier qui, parmi ces forces dites « de gauche et de progrès », se place dans le camp des travailleurs et qui se situe en fait dans le camp adverse. Et cette clarification-là est indispensable si l'on veut sérieusement discuter d'une issue politique à la crise correspondant aux intérêts des travailleurs, et si l'on veut véritablement préparer « un autre avenir » à la classe ouvrière et à la majorité de la société...

Jean-Pierre VIAL

Déficit de La Poste

DEVINE QUI VA PAYER ?...

Le 18 mars prochain, le prix du timbre ordinaire va passer à 3 F, soit une hausse de 7 %. Officiellement, il s'agit pour La Poste d'adapter les tarifs et les coûts, tout en restant compétitive par rapport à la concurrence des messageries privées.

A raison de plus de 5 milliards de lettres timbrées à ce tarif chaque année, c'est tout de même plus d'un milliard de francs supplémentaire qui vont tomber dans la caisse de La Poste, presque le déficit annoncé pour l'année écoulée, évalué entre 1 et 1,5 milliard. Ainsi, la masse des usagers assurera l'équilibre des comptes.

Il ne reste à La Poste qu'à « rester compétitive », c'est-à-dire faire des fleurs à sa clientèle choyée : les entreprises. Ainsi, le tarif de l'Ecopli au-delà de 20 grammes, très apprécié par elles, reste inchangé. Mieux encore, les tarifs des Postimpacts, ces réclames des supermarchés que les facteurs glissent dans les boîtes à lettres des HLM, vont être abaissés.

A La Poste, comme à France Telecom ou à la SNCF, le service public devient chaque jour un peu plus un service privé du patronat. Ils sont timbrés !

Ex-URSS DES GRÈVES QUI SE MULTIPLIENT

Arc

Mineurs en grève, au puits Essaoulskaya, en Russie

Ces dernières semaines, la Russie a connu toute une série de grèves, même si la presse locale et plus encore occidentale a surtout, sinon uniquement, parlé de celle des mineurs.

Rien que ce dernier mois, on a vu se mettre en grève plus d'un demi-million de mineurs, des dizaines de milliers d'enseignants, les ouvriers des chantiers orientaux du BAM (le «nouveau» transsibérien jamais achevé), 18 000 travailleurs du géant industriel de Tchouvachie (Promtraktor), les collaborateurs de l'Académie des Sciences, des travailleurs des transports urbains de Saint-Pétersbourg, ou encore les 23 000 ouvriers de ZIL (la grande usine automobile moscovite) lancer un préavis de grève. Dans tous les cas, la raison était la même : des mois de salaires impayés.

Des salaires qui «disparaissent»

Le problème n'est pas nouveau. Régulièrement, les mineurs notamment font grève pour toucher leur salaire, disparu entre les mains des directions, des ministères, des firmes qui «gèrent» les payes ou encore des sociétés «amies» des directeurs des mines qui ne règlent pas les factures du charbon qu'elles commandent. Ou encore, ces salaires sont «placés» auprès de banques durant des mois par les responsables des organismes entre les mains desquels ils transitent, les dividendes de ces «placements» étant évidemment ensuite empochés par ces mêmes responsables.

Le phénomène n'est d'ailleurs en rien particulier aux mines : à l'échelle du pays, rien que pour les catégories de travailleurs qui viennent de faire grève, les arriérés de salaires se montent à l'équivalent de dizaines de milliards de francs, comme l'avouent elles-mêmes les autorités.

Le parasitisme, la corruption de tous les rouages de la bureaucratie d'État et de celle convertie aux «affaires» sont tels que le phénomène touche même la troupe envoyée en Tchétchénie – un domaine où l'État russe est pourtant engagé dans un bras-de-fer pour imposer son autorité, et pas seulement sur les dirigeants de la petite république rebelle mais plus largement à tous les dirigeants de provinces qui seraient tentés de les imiter. On a ainsi appris récemment que les soldats n'avaient pas été payés depuis décembre, les fonds – sans parler des armes – s'étant «*volatilisés*», selon les propres mots d'un responsable du Trésor russe. Ces jours-ci, c'est l'ancien n°1 de la Justice, l'ex-procureur général de Russie qui a été arrêté pour «*concussion à grande échelle*» tandis que le responsable du Fonds de la propriété d'État (opportunément en voyage à l'étranger) se voyait inculper pour avoir détourné des centaines de millions de dollars !

Arc

***Caricature des* Izvestia *du 9 février :* « Puisqu'on nous paye qu'à la veille des élections, nous exigeons qu'elles se tiennent tous les 5 et 25 de chaque mois. »**

Les grèves et les élections

Seulement, cette fois-ci, l'approche de l'élection présidentielle et les promesses démagogiques d'un Eltsine, qui cherche à redresser sa cote d'impopularité dans les sondages en affirmant sans rire que tous les arriérés de salaires seront payés d'ici à fin mars, ont relancé les grèves. Il faut dire que tout le monde, de l'opposition, notamment celle dite «communiste», à Eltsine lui-même, sait qu'il s'agit là d'un des problèmes les plus sensibles à la population. L'opposition dénonce la gabegie, la corruption et le scandale des salaires non versés et détournés par les responsables liés au pouvoir, tandis que les sphères gouvernementales, tel Eltsine, dénoncent «*l'incompétence des bureaucrates*» (sous-entendus pro-communistes) et la «*corruption de certains directeurs*». Chaque camp en présence cherche, évidemment, à rejeter sur l'autre la responsabilité de la situation, tentant parfois même de se présenter comme dirigeant telle ou telle grève.

Ainsi les dirigeants de certains syndicats (de mineurs, d'enseignants), proches d'Eltsine, n'ont pas été les derniers à appeler à la grève, soutenue d'ailleurs par le syndicat proche du Parti Communiste de la Fédération de Russie. Ce n'est donc pas sans arrière-pensées électorales que Vitali Boutko (le dirigeant du syndicat plutôt eltsinien, PROuP) a lancé dans la presse que «*nous pouvons travailler à genoux (dans des galeries étroites) mais vivre à genoux, jamais !*» Dans le Grand Nord, à Vorkouta, où les mineurs n'avaient rien touché depuis octobre et où même les achats de pain ont diminué de moitié en décembre, dans le Kouzbass ou en Sibérie où la situation est comparable, de telles déclarations ne pouvaient que trouver un écho favorable chez les travailleurs du rang. Et c'est d'ailleurs ce qui explique que, dans les mines, le gouvernement a rapidement cédé, débloquant immédiatement plus de 2 milliards... pourtant «introuvables» quelques jours auparavant.

Ces grèves viennent le rappeler encore une fois, la classe ouvrière ex-soviétique, par son nombre, sa concentration, représente une force colossale. Son rôle, dans des grèves, peut peser lourd sur l'évolution politique du pays et tenir la dragée haute aux autorités. Son passé, y compris le fait qu'elle s'est formée dans un pays multinational où la propriété privée des moyens de production était interdite, et la façon qu'elle a de considérer les changements qui se sont récemment produits dans le domaine de la propriété – et qu'elle semble refuser – pourraient aussi représenter un atout majeur dans la lutte contre la bureaucratie et la contre-révolution sociale en marche. Mais rien de cela ne sera suffisant, si cette classe ouvrière ne renoue pas avec des traditions d'organisation politique indépendante, si n'apparaissent pas, en son sein, des organisations révolutionnaires, internationalistes et communistes, capables de l'aider à lutter pour son émancipation, c'est-à-dire contre les différents clans politiques qui se disputent, au nom de la bureaucratie et de la bourgeoisie renaissante, la direction du pays.

Pierre LAFFITTE

Des grèves en

En Ukraine, 600 000 mineurs de charbon ont suspendu à la mi-février la grève qu'ils avaient démarrée deux semaines plus tôt, en même temps que leurs camarades russes et pour les mêmes raisons : pour obtenir le paiement de plusieurs mois d'arriérés de salaire.

Le gouvernement ukrainien, qui avait d'abord refusé de céder, a finalement dû annoncer qu'il ouvrait des négociations. Il est prêt à lâcher le moins possible (bien que les salaires de ces mineurs soient dérisoires – l'équivalent de 500 F mensuels), n'ayant pas, lui, l'épée d'une toute prochaine échéance électorale dans le dos.

Rien ne dit cependant que les mineurs se contenteront de promesses dont ils ont pu vérifier qu'elles ne sont jamais tenues. A lire ce que la presse rapporte, à entendre ces grévistes parler de l'impossibilité qu'il y a à vivre le ventre vide et dire que « la lutte des classes a repris *», ou encore parler de la nécessité de reconstruire une Union Soviétique dans laquelle, tout compte fait, on vivait mieux, et dont la disparition est la cause première de l'effondrement industriel et de ses conséquences sociales, on imagine que le régime de Kiev pourrait bien avoir affaire à forte résistance. Et cela même si les syndicats ukrainiens, y compris ceux dits d'opposition et dirigés par les apparatchiks des syndicats officiels de l'ancien régime, sont une nouvelle fois prêts à «négocier» une reprise du travail contre des broutilles.*

En effet, de nombreux mineurs, et plus généralement nombre de travailleurs dans toute l'ex-URSS, pensent sans doute comme ce gréviste ukrai-

Kohl, Clinton... et Juppé, à la rescousse d'Elstine

Juppé et Tchernomyrdine: signature de contrat économique

Laski/Gamma

PROTÉGEZ-MOI DE MES AMIS

Lors de son voyage à Moscou, présenté par la presse comme destiné à doper les exportations françaises en Russie et à soutenir Eltsine, Juppé a affirmé que «*cela fait du bien de s'aérer les poumons et l'esprit*» loin des tracas politiciens parisiens.

Il faut dire que pour lui «pomper l'air» il n'y avait même pas... Eltsine car, le jour même où Juppé atterrissait à Moscou, celui-ci s'envolait pour l'Oural. Saoûl probablement, mais apparemment lucide, car les conseils d'un Premier ministre français qui, quelques mois après son entrée en fonction, bat des records d'impopularité, un Eltsine déjà au plus bas dans les sondages peut certainement s'en passer.

Kohl, qui a lui aussi des exportateurs à soutenir, a suivi Juppé de quelques jours lors d'une visite à celui qu'il appelle son «ami» Eltsine. Mais lui a été reçu, comme le sera Clinton bientôt : il est vrai qu'ils représentent un tout autre poids économique que Juppé et que les Mercedes et les «belles américaines» se vendent comme des petits pains chez les nouveaux riches russes. Et puis, même en Russie une image d'impopularité colle à Juppé, depuis que tous les téléspectateurs ont vu les reportages sur les grèves de décembre en France! C'est à se demander qui, d'Eltsine ou de Juppé, perd le plus à s'afficher avec l'autre...

D'ailleurs, Juppé, Kohl, Clinton ont beau ne piper mot sur la guerre en Tchétchénie et la misère croissante de la population russe, préférant encenser la «démocratie» russe dont, selon eux, Eltsine serait le héraut, il n'est pas certain que leur soutien au président russe favorise sa réélection en juin prochain. «*L'ami Helmut veut aider l'ami Boris*», titrait récemment un quotidien russe proche des milieux dits «démocrates». Seulement, il se pourrait que cette «aide» n'arrange pas les affaires d'Eltsine. Elle le désigne en quelque sorte comme le candidat de l'Occident, de cet Occident dont Eltsine – et quelques autres – avait promis que la population recevrait liberté et prospérité. Or, depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, depuis que les Eltsine et autres dirigeants de l'ex-URSS ne jurent plus que par le «marché» et l'Occident capitaliste, les seules choses qu'en a reçues la population sont des marchandises de mauvaise qualité à des prix prohibitifs. Et cela tandis qu'elle voit ces «nouveaux riches», ces anciens apparatchiks auto-promus apprentis bourgeois, se pavaner de façon provocante dans des voitures de luxe occidentales et étaler les dollars et les marks qu'ils gaspillent à tous vents, avec d'autant moins de retenue qu'ils ne leur ont rien coûté d'autre que la peine de les voler à cette même population, en pillant, en désorganisant l'économie de tout un pays.

Cela, précisément, a pesé lourd cet hiver lors des élections législatives qui ont vu la déroute des candidats «eltsiniens». Et tout laisse penser qu'en juin prochain, lors de la présidentielle, les plus pauvres des électeurs russes – c'est-à-dire l'immense majorité d'entre eux – pourraient bien une nouvelle fois le rejeter.

P.L.

Ukraine

nien, cité le 8 février par la correspondante du Monde, *qui disait :* «Prenez n'importe quel homme d'affaires. La saucisse qu'il vend, elle est à nous. Son magasin, il est à nous. Mais la valise pleine d'argent, elle est à lui». *C'est-à-dire que, à Kiev, à Moscou ou ailleurs, les dirigeants de l'ex-URSS ont beau n'avoir à la bouche que le mot de «marché», ne parler que de «propriété privée», cela n'en confère pas plus de légitimité ni à ces régimes, ni aux pillards-«businessmen» qui prospèrent dans leur ombre; et les travailleurs ex-soviétiques ne sont pas dupes du vol qu'ils ont à subir, du fait que les magasins, les usines, les mines, même quand ils sont «privatisés», leur appartiennent finalement plus qu'à leurs nouveaux «propriétaires».*

États-Unis

Primaires républicaines

Jim Bourg/Gamma

Huit candidats Républicains avec Buchanan à droite

Le réactionnaire Buchanan souffle la vedette au milliardaire Forbes

Pour les élections présidentielles américaines, Clinton, l'actuel président des États-Unis, paraît assuré d'être le seul candidat du Parti Démocrate. En revanche, côté républicain, c'est plutôt le trop plein et l'on en est au stade des «primaires» pour désigner le candidat. On a pu dénombrer jusqu'à neuf candidats possibles avant que l'un d'entre eux, le sénateur du Texas Phil Gramm, décide de jeter l'éponge. La plupart n'ont qu'une obsession dans cette campagne pour essayer d'attirer des électeurs : «faire peuple», vaille que vaille.

Jusqu'à ces jours-ci, trois candidats semblaient se dégager : le sénateur du Kansas, Bob Dole, 72 ans, qui tente pour la troisième fois d'obtenir l'investiture républicaine, Steve Forbes, 48 ans, milliardaire héritier d'un magnat de la presse, et Pat Buchanan, 57 ans, ancien journaliste ultra-réactionnaire qui avait obtenu 37% des voix contre Bush lors des primaires de 1992.

Depuis des semaines, Forbes avait attiré l'attention des médias et excité les commentateurs. De tous les candidats républicains, il est celui qui dispose des plus gros moyens financiers. Il a déjà dépensé, dit-on, l'équivalent de 100 millions de francs, en inondant les chaînes de télévision de ses spots publicitaires censés le faire connaître.

Mais certains l'ont peut-être déjà trop vu, puisque le «caucus» – assemblée de parti – de l'État de l'Iowa, qui s'est tenu le 12 février, lui a été moins que favorable. Il n'a obtenu que 10% des voix tandis que, dans l'ordre, Dole, Buchanan et un outsider imprévu, Lamar Alexander, obtenaient respectivement 26%, 23% et 18%.

Mais c'est désormais Patrick Joseph Buchanan, qui vient de remporter les primaires du New Hampshire qui inquiète Dole. Ce proche des chrétiens intégristes a depuis longtemps dans son arsenal d'arguments démagogiques la dénonciation de l'avortement et la défense de la famille à la façon d'un de Villiers. Le *Washington Post* vient de le classer dans la même mouvance politique que Le Pen et Jirinovski.

Buchanan lance depuis longtemps des œillades aux électeurs qui apprécient les discours des prédicateurs des communautés religieuses intégristes du type : «*Jamais au cours de notre histoire, une culture qui autorisait les mariages homosexuels n'a survécu. Sodome, Rome, Athènes, toutes ont péri*».

La Coalition chrétienne, pour qui «*Dieu doit revenir en Amérique*», représente au sein du Parti Républicain une force de frappe de dizaines de millions de dollars et de nombreux sympathisants prêts à soutenir celui qui leur apparaîtra comme l'adversaire le plus résolu de l'avortement. Son leader soutient Dole, mais ses troupes sont sensibles aux sirènes de Buchanan, qui les appelle à riposter à la «guerre culturelle» que mènerait, selon lui, l'État fédéral contre les enfants des écoles publiques «*en distribuant des préservatifs tout en interdisant la prière*». Une fois à la Maison-Blanche, promet-il, il s'opposera à toute loi proposant des droits spécifiques pour les homosexuels.

Mais il se veut aussi le champion des «*petits*» contre Wall Street. Il se prétend le défenseur de l'emploi contre les «délocalisations» ou contre les immigrés. Il réclame que l'immigration soit en gros stoppée pendant cinq ans. Il parle d'ériger une «*barrière Buchanan*» afin de réduire de 95% l'immigration clandestine. Il attaque le GATT et l'Organisation du commerce mondial qui, prétend-il, «*place les États-Unis au même niveau que le Bangla-Desh*», ainsi que le grand marché nord-américain, l'Aléna, qui «*prend le travail des Américains pour le donner aux Mexicains*». Il parle de mettre des barrières douanières taxant à 20% les importations chinoises et à 10% celles du Japon. Lui qui en 1987 était avec Reagan un ardent défenseur du libre-échange, il s'en prétend maintenant un adversaire résolu, avec des accents qui rappellent la guerre froide : «*Si nous avions négocié le désarmement comme nous négocions aujourd'hui l'ouverture des marchés, les Américains d'aujourd'hui parleraient russe...*»

Lors du «caucus» de l'Iowa, il a fait mieux encore en s'en prenant cette fois aux grandes entreprises qui détruisent l'emploi. Un politicien est là pour ramasser des voix, et Buchanan, presque sûr d'avoir celles des chrétiens, en cherche du côté des 2,5 millions de travailleurs américains qui, depuis 1991, ont perdu leur emploi dans une grande entreprise. C'est pourquoi Buchanan essaye d'utiliser, à ses fins, les angoisses des électeurs devant la mondialisation de l'économie.

Évidemment, ce n'est que démagogie. Comme l'a remarqué un conseiller politique du Parti Républicain : «*Je n'ai pas entendu dire que Buchanan ait proposé la moindre chose qui lierait les mains des managers des grandes entreprises ni des actionnaires*».

Cela va sans dire, mais cela va mieux en le disant : les travailleurs américains n'ont évidemment rien à attendre de telles girouettes en quête du vent qui les fera, peut-être, élire.

Jacques FONTENOY

Grande-Bretagne

Les municipalités travaillistes s'attaquent à leurs salariés

UN AVANT-GOÛT DU TRAVAILLISME AU POUVOIR

Coventry est la septième ville de Grande-Bretagne et l'un de ses derniers grands bastions industriels, avec en particulier plusieurs grosses usines dans l'automobile (dont Peugeot), la construction électrique et l'aéronautique. C'est aussi un bastion du Parti Travailliste, qui en dirige la municipalité depuis plus d'un demi-siècle.

Depuis des mois, la municipalité cherche à obtenir des syndicats qu'ils entérinent une série de mesures destinées à réduire les dépenses de la ville, aux frais des travailleurs municipaux. Les suppressions de postes ayant été déjà utilisées plus que largement, les responsables travaillistes de la municipalité ont jeté leur dévolu sur les congés payés et l'indemnisation des arrêts maladie, exigeant l'équivalent d'une réduction du salaire moyen de 5 %. Et comme ils n'arrivaient pas à obtenir l'accord de l'ensemble des syndicats, ils sont passés à l'offensive début février.

Un beau matin, les 16 000 employés municipaux de la ville ont donc reçu un avis de licenciement indiquant que, s'ils souhaitaient retrouver leur emploi, ils devraient en faire la demande par retour de courrier. Moyennant quoi ils seraient peut-être autorisés à signer un nouveau contrat de travail. Ce que la lettre ne disait pas, mais que les salariés ont pu constater très vite, c'est que non seulement ce nouveau contrat incluait les réductions de congés payés et d'indemnisation des arrêts maladie que réclamait la municipalité, mais qu'en plus il mettait fin à la reconnaissance de la convention collective des salariés municipaux, annulait l'ancienneté de tous les employés et imposait à une partie d'entre eux, en particulier dans les secteurs ouvriers, un volant variable d'heures supplémentaires gratuites.

Ces méthodes-là sont ni plus ni moins celles qui ont permis aux patrons du privé d'éroder les conditions de travail et de salaires au cours de ces dernières années. Le fait qu'une municipalité y ait recours n'est sans doute pas nouveau. Mais jusqu'à présent, cela ne s'était fait que contre des groupes isolés de travailleurs relativement peu nombreux. Aucune municipalité (travailliste ou pas, d'ailleurs) ne s'était encore risquée à s'attaquer ainsi à des milliers de salariés d'un seul coup. Mais il se pourrait bien que l'exemple de Coventry fasse des émules puisqu'une autre municipalité travailliste, celle de Camden à Londres, vient d'annoncer un coup de force similaire contre 4 000 de ses salariés.

Récemment une circulaire interne émanant du secrétariat du Parti Travailliste mettait en garde contre l'usage politique qui pourrait être fait par le Parti Conservateur de tout « aventurisme » dans la gestion municipale. Visiblement les dirigeants de Coventry ont suivi scrupuleusement cet avis et, copiant scrupuleusement l'exemple de leurs ténors nationaux, ils ont entrepris de prouver, en vue du retour probable de leur parti au pouvoir l'année prochaine, qu'eux aussi sont capables d'imposer l'austérité à la classe ouvrière.

François ROULEAU

Irlande du Nord

LE RETOUR DE L'ÉTAT DE SIÈGE

Dix jours après la fin du cessez-le-feu annoncée par l'IRA (Armée Républicaine Irlandaise) le 9 février, Londressss en est déjà à son troisième attentat à la bombe. Après les deux morts de la première explosion, la seconde n'a pas fait de victime car la police a pu désamorcer l'engin, déposé dans une cabine téléphonique du centre de la ville, avant qu'il n'explose. Le troisième, en revanche, aura fait un mort et une dizaine de blessés graves. Mais bien que de faible puissance, le fait que l'engin ait explosé dans un bus (par accident selon l'IRA, mais les excuses ne changent rien aux faits) signifie qu'on a échappé à un véritable carnage.

Ce sont là les conséquences les plus visibles et les plus révoltantes du tournant politique de l'IRA, ou plutôt de son retour à la politique qu'elle n'a cessé de mener depuis plus de vingt ans. Et cela en dit long sur les choix politiques de ces dirigeants nationalistes qui n'hésitent pas à se servir de la peau des salariés londoniens sous prétexte de faire pression sur le gouvernement britannique. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas le leader nationaliste Gerry Adams, dans un communiqué largement diffusé, d'« *offrir la main de l'amitié* » à John Major, en proposant une nouvelle fois des négociations multi-partis. Pour les nationalistes, les travailleurs britanniques, eux, ne méritent que la main des plastiqueurs !

Mais ce tournant politique de l'IRA a d'autres conséquences, plus insidieuses et moins visibles mais pas moins révoltantes, qui affectent cette même population catholique d'Irlande du Nord dont l'IRA prétend défendre les intérêts à coups de bombes dans les rues de Londres.

Presque en catimini, le Parlement britannique vient en effet de proroger les mesures d'exception qui visent tous les natifs d'Irlande (du Sud et du Nord) sur le territoire britannique – possibilité d'arrestation sans justification, garde à vue reconductible sans droit de communiquer avec l'extérieur, tribunaux d'exception, etc. – mesures qui devaient être supprimées cette année.

En même temps des troupes des forces spéciales stationnées en Grande-Bretagne ont été dépêchées en renfort à Belfast spécifiquement pour assurer le quadrillage de la ville – comme si d'ailleurs les 17 000 soldats britanniques stationnés en Irlande du Nord avaient besoin de renforts. A peine les échos de la première bombe s'étaient-ils éteints que les barrages routiers et les contrôles ont réapparu dans les rues. Dans des cités ouvrières où la réapparition des véhicules blindés britanniques avait déclenché des réactions isolées d'hostilité, les habitants ont eu la surprise de voir des cars entiers des brigades anti-émeutes se déverser pour s'installer dans les cages d'escalier – ce qui n'a pas manqué, du coup, de provoquer cette fois de vraies manifestations.

En Angleterre même, où vivent environ deux millions d'Irlandais immigrés de première ou deuxième génération, la police a procédé à une série de descentes et à plusieurs dizaines d'arrestations, dont une partie au moins entièrement arbitraires, destinées de toute évidence à semer l'intimidation dans ces milieux.

Une fois de plus, que ce soit dans les ghettos d'Irlande du Nord, catholiques aussi bien que protestants d'ailleurs, ou dans l'émigration, c'est la population laborieuse qui se trouve prise en otage par l'armée et la police britanniques. Avec ses moyens autrement puissants et omniprésents l'État britannique se livre au même jeu de pression et de chantage auquel se livre l'IRA, et c'est un jeu qui, comme l'ont montré les milliers de victimes tombées sous les balles du terrorisme d'État au cours de ces deux dernières décennies, n'est pas moins meurtrier.

François ROULEAU

L'autobus détruit à Londres.

AFP

La Poste

Réorganisation du réseau

LE COURRIER, FAUT QUE ÇA RAPPORTE !

L'annonce par La Poste, le 14 février dernier, de la réorganisation de son réseau de distribution n'est pas passée inaperçue. Non seulement les syndicats CGT et SUD mais aussi bien des maires et des usagers, en particulier dans les petites villes, se sont inquiétés. Chacun sait que, quand on parle de *« s'adapter au marché »*, les fermetures de bureaux et les réductions d'effectifs ne sont pas loin !

Certes, La Poste jure ses grands dieux qu'il n'y aura aucune suppression de bureau jusqu'à la fin 1997... et qu'elle va se contenter de les classer en trois catégories suivant leur « potentiel », c'est-à-dire la solvabilité de leur clientèle. Mais la fin 1997 n'est pas si loin et, quand La Poste classe, ce n'est jamais pour l'amour de l'art. Pour ne prendre qu'un exemple, à Paris, elle avait commencé par « classer » les boîtes aux lettres, avant de décider que les moins rentables seraient relevées moins souvent. Et comme toute sa politique va dans ce sens, on se doute bien que ce n'est pas le souci de la statistique géographique qui lui fait répéter sur tous les tons *« qu'il existe un bureau pour 990 habitants en Lozère contre un pour 15 000 en Seine-Saint-Denis. »* D'autant que cela a un petit air de déjà-vu, dans bien des petites villes, avec la SNCF, lorsque celle-ci a décidé de fermer ses lignes les moins rentables. Et puis, même sans fermeture du bureau de poste, le service peut être considérablement dégradé. A la SNCF justement, bien des habitants de petites communes se souviennent que la fermeture de leur gare a été précédée par une réduction du nombre des trains qui s'y arrêtaient.

Les lettres des usagers, cela n'intéresse plus La Poste depuis longtemps. Et pas plus celles de Seine-Saint-Denis que celles de Lozère. Car, soit dit en passant, il est quand même écœurant d'entendre La Poste se servir du fait que les banlieues sont sous-équipées pour habituer le public à l'idée que les campagnes le seraient trop ! Au dernier concours de facteurs au Bourget, il y avait 17 000 candidats pour 1 250 places. Et encore cela ne signifie pas 1 250 nouveaux facteurs, puisque beaucoup y travaillent déjà sous statut précaire. Qu'est-ce qui empêchait La Poste d'embaucher tout le monde pour les banlieues ?

Non, le courrier qui intéresse La Poste, c'est celui des grandes entreprises, avec lesquelles on négocie directement les tarifs. D'où l'autre aspect de cette réorganisation, à savoir la création d'un réseau commercial spécialisé pour celles-ci. Il y a certes longtemps que les « grands comptes », comme dit la direction, sont gérés à part, mais là ce sera un pas de plus dans cette voie, permettant d'être encore plus aux petits soins avec cette clientèle privilégiée.

Et puis, si La Poste se moque du courrier des petits usagers, elle s'intéresse par contre beaucoup à leurs sous... en tout cas pour ceux qui en ont au moins un peu. Cela fait des années qu'elle ne sait plus quoi inventer pour inciter les guichetiers à « harponner » (le mot est de la direction) les usagers vers les conseillers financiers qui leur placeront les produits financiers maison. La réforme prévoit que les guichetiers seront organisés à part des facteurs, avec des responsables propres (propres mais très intéressés aux ventes de SICAV, prêts immobiliers et autres), alors que pour l'instant ils sont ensemble dans les bureaux les plus importants. Le nombre de conseillers financiers doit d'ailleurs passer de 4 500 à 6 000 d'ici 1997, celui des spécialistes du prêt immobilier de 100 à 400, alors que La Poste réduit ses effectifs de 5 000 par an (les banques ont d'ailleurs hurlé à la concurrence déloyale).

Il y a bien de quoi se méfier : pour les postiers, d'une part, car jusqu'à maintenant, toutes les réorganisations se sont traduites par des réductions d'effectifs, des changements d'horaires ou de lieu de travail, et on voit mal pourquoi celle-ci ferait exception ; et pour les usagers, d'autre part, car la logique de rentabilité à tout prix dans laquelle s'engage de plus en plus La Poste aboutira forcément à priver chaque jour davantage la population, en particulier la plus pauvre, d'un service indispensable. Comme c'est le cas aussi pour la SNCF ou les hôpitaux.

Et c'est sans aucun doute par crainte des réactions que peut déclencher ce qu'elle a derrière la tête que la direction de La Poste avance avec prudence sur cette réorganisation, et affirme à qui veut bien l'entendre que rien n'est décidé.

Daniel MESCLA

Perry / Gamma

Dans un bureau de poste, notre argent les intéresse.

Reglata / Gamma

La Poste - Garage Keller
Paris 15e

AUX «CAMIONS JAUNES» UNE DIRECTION MAL-COMPRENANTE

Début février, lors d'une conférence de presse de la direction de l'Ile-de-France de La Poste (un peu plus d'un tiers des effectifs de La Poste), le directeur a présenté un bilan financier de la grève de décembre se chiffrant entre 450 et 500 millions de francs de pertes. Il a expliqué ensuite pourquoi une réorganisation s'imposait, car le fonctionnement des centres de tri parallèles avait été sérieusement entravé par les problèmes du courrier et des paquets : c'est-à-dire par l'absence des camions jaunes ! Il faut rappeler qu'en décembre 1995, en Ile-de-France, aucun des 530 camions jaunes n'a roulé, les chauffeurs étant en grève ou leurs garages bloqués. La Poste a essayé de trouver des véhicules de remplacement durant cette période, sans trop de succès.

La direction de l'Ile-de-France a laissé filtrer le chiffre de 400 suppressions d'emplois parmi les chauffeurs, dès cette année, sur les un peu plus de 1200 que nous sommes actuellement sur l'Ile-de-France. Au-delà du prétexte de la grève, le but de l'opération est de faire des économies, en confiant le transport à des entreprises privées qui serrent les prix... en étranglant leurs chauffeurs.

Les boîtes privées n'utilisent en effet qu'un chauffeur là où La Poste en met deux. Pour ce faire, ces entreprises imposent aux chauffeurs une amplitude horaire aberrante. Celle-ci leur permet de faire faire à ces derniers deux tournées par jour, avec une importante coupure en milieu de journée, d'ailleurs très souvent utilisée en heures supplémentaires, rarement payées.

Enfin, aspect non négligeable de « l'économie », ces chauffeurs sont nettement moins payés que nous, aux « camions jaunes ». Ce qui n'est pas peu dire !

Et tant pis si ces chauffeurs sont épuisés par leurs conditions de travail. Comme récemment ce chauffeur d'une entreprise privée de transport du Tarn qui travaillait pour La Poste et qui s'est endormi au volant, provoquant ainsi un accident mortel. Le directeur départemental de La Poste et le patron de l'entreprise ont été condamnés parce qu'ils imposaient au chauffeur, en plus de ces horaires délirants, un délai de route si court pour livrer le courrier que cela l'obligeait à rouler à plus de 110 km/h !

En multipliant les recours à ce genre de méthode, La Poste continue ce qu'elle a déjà fait sur tout le territoire en supprimant quasi-totalement le transport par rail, et du même coup les « ambulants » (les postiers qui triaient le courrier dans le train), augmentant ainsi les risques supplémentaires d'accidents, de pollution et tout simplement d'embouteillages. Cela n'a en plus rien arrangé pour le délai de livraison du courrier, mais La Poste ne s'en préoccupe que pour la pub et... les gros clients.

Toute cette politique a été baptisée par les têtes pensantes « dévulnérabilisation » de La Poste en Ile-de-France. En clair, il s'agit de diminuer la part des postiers dans l'acheminement du courrier, en utilisant des entreprises privées et en supposant que les travailleurs de ces entreprises sont moins réactifs que ceux de La Poste.

La direction de La Poste de l'Ile-de-France n'a apparemment pas tout bien compris dans la leçon de décembre. Croit-elle que nous allons tout simplement laisser supprimer notre boulot ?

Correspondant LO

Contrat de plan pour les cheminots, questionnaire pour les usagers

LA SNCF SE MOQUE DES UNS COMME DES AUTRES

Le nouveau président de la SNCF, Loïk Le Floch-Prigent, a pour ambition de faire tourner la SNCF comme une véritable « entreprise industrielle », ce qui n'est pas un objectif vraiment nouveau mais ce qui signifie, bien sûr, qu'aucun des projets de son prédécesseur n'a été abandonné.

L'élaboration d'un troisième « contrat de plan » est d'ailleurs de nouveau à l'ordre du jour, avec pour perspective de trouver les moyens d'effacer l'ardoise de 175 milliards de francs de dettes.

Ces moyens, on les connaît par avance : nouvelles restrictions de personnel (sur la lancée des 73 000 suppressions d'emplois réalisées en dix ans), économies sur tout, et en particulier sur l'entretien et le renouvellement du matériel, sans parler des salaires qui n'augmenteront pas en 1996 (car 1,7 % de mieux annoncé en moyenne pour cette année ne s'appelle pas vraiment une augmentation). En revanche, les intérêts de la dette seront payés rubis sur l'ongle aux banquiers et les usagers – pardon, les clients – seront mis à contribution. Fin janvier, les tarifs grandes lignes ont d'ailleurs augmenté et ceux de la banlieue parisienne suivent.

De ce point de vue, la grande enquête que lance Le Floch-Prigent à partir du 23 février auprès des voyageurs ne devrait pas le décevoir. Il serait en effet convaincu que ses « clients » sont « insatisfaits » – comment a-t-il deviné ? – et leur propose de répondre à un questionnaire sur ce qui serait nécessaire pour « *de meilleurs services, dès demain* ». Il aurait pu également deviner la réponse, tant elle est simple : des embauches et une amélioration des conditions de salaire et de travail, côté cheminots ; une baisse importante des tarifs et une amélioration des conditions de transport, côté voyageurs ; voilà qui suffirait amplement à contenter les « clients ». Mais tout cela ne cadre évidemment pas avec « *l'élaboration du projet industriel* » de rentabilisation concocté par la direction de la SNCF et le gouvernement.

Correspondant LO

RATP

L'AUGMENTATION DES SALAIRES RESTE À OBTENIR !

En lâchant une augmentation générale des salaires de 1,6 % en moyenne, le président de la RATP, Jean-Paul Bailly, peut peut-être se targuer d'avoir emporté l'assentiment et la signature des syndicats. Et encore, pas des deux principaux, à savoir la CGT et la CFDT qui ont refusé de signer l'accord salarial. Mais il risque surtout d'alimenter le mécontentement sinon la colère de tous les travailleurs de la Régie, si peu de temps après un mouvement qui a fait reculer la direction sur les retraites.

Car ce 1,6 % n'est rien, rapporté à ce qui serait nécessaire ne serait-ce que pour compenser la perte du pouvoir d'achat de ces dernières années. De plus, en même temps qu'elle annonce ce 1,6 % (distillé à raison de 0,6 % en février, 0,6 % en octobre et 0,4 % en décembre 1996), la direction refuse de payer les jours de grève. Elle explique en revanche que « *les pertes nettes résultant de la grève sont évaluées à 560 millions de francs* », que cette grève d'un point de vue commercial « *a anéanti les efforts de l'année entière* », d'où les 600 millions de déficit enregistrés sur 1995. Encore une fois, tout serait donc de la faute des travailleurs.

Bailly ne s'attarde pas sur la dégradation des services publics que sont le métro, les autobus et le RER pour des millions d'usagers. Cette dégradation va de pair avec la réduction de l'entretien des stations, des rames, des bus, du personnel (sauf l'augmentation des contrôles !), de la fréquence des rames ou des bus, en particulier à certaines heures ou durant le week-end, etc. Car, en même temps que le blocage ou quasi-blocage des salaires obéissant aux consignes gouvernementales, ce sont 1 500 postes de travail qui ont été supprimés en quelques années et 250 que la direction prévoit de faire encore disparaître cette année.

A vouloir serrer la ceinture aux travailleurs tout en faisant payer le prix fort aux usagers pour un service qui laisse de plus en plus à désirer, le tout au nom de la rentabilité financière, la direction de la RATP pourrait bien se préparer de nouveaux lendemains difficiles…

Correspondant LO

LO

Au cours du dernier mouvement.

SNCF Limoges

GRÈVE À LA SOCIÉTÉ ABILIS

Une grève vient d'avoir lieu sur le chantier de nettoyage de matériel SNCF à Limoges, où la société ABILIS veut encore une fois diminuer le nombre de travailleurs.

ABILIS refuse de renouveler le contrat de trois jeunes camarades. Pourtant, le travail reste le même : en cherchant bien, elle trouve une heure par jour de baisse de charge. Mais en réalité, nous devons travailler à une telle cadence que nous ne sommes pas assez nombreux.

Pourtant, les patrons d'ABILIS ont de l'argent : ils viennent de racheter la société de nettoyage COSMOS. Et ils grappillent sur tout : pour compenser le chômage technique pendant la grève de fin 1995, la SNCF a versé à ABILIS 20 F par jour et par agent ; eh bien, ABILIS verse 2 à 4 F à chaque agent… et garde le reste.

Et nos camarades ont besoin de travailler : de stage en chômage, de petit boulot en CDD, ils en ont assez, comme beaucoup de jeunes, de courir après le travail.

Aussi, à 27 travailleurs du chantier sur 29, nous avons fait une semaine de grève pour les garder, du 12 au 16 février. Un nouveau débrayage a eu lieu mardi 20 pour rencontrer le directeur régional venu de Bordeaux. Et le 3 mars, date de deux fins de contrats, nous recommencerons si nécessaire.

Les cheminots ont montré leur solidarité en signant largement une pétition, et une partie de la caisse de solidarité de décembre 1995 est partagée avec les grévistes d'ABILIS.

Les syndicats ont mis dans leurs revendications l'embauche à la SNCF des travailleurs du nettoyage. Pourquoi les services publics n'embauchent-ils donc pas directement, au lieu d'engraisser des patrons sur le dos des ouvriers ?

Correspondant LO

Air-France Orly

UN TRAVAILLEUR VICTIME D'UN ACCIDENT GRAVE

Lundi 12 février, un travailleur a été très grièvement blessé sur les pistes d'Orly. La visibilité était très faible, car il pleuvait à verse et c'était le petit matin, et ce travailleur ne voyait donc rien quand son tracma (un engin de piste à gaz) a été heurté sur le taxiway (les pistes de dégagement) par un petit avion à hélice, dont le pilote, lui non plus, ne devait pas voir grand-chose.

Dans l'accident, notre camarade a eu le pied arraché et de très nombreux traumatismes et, même si la rapidité des secours a permis que son pied soit regreffé, son état demeure très grave.

Suite à cet accident, le CHS-CT a été convoqué en réunion extraordinaire pour décider la constitution d'une commission d'enquête. Mais il n'est pas besoin de commission d'enquête pour savoir que depuis des lustres soit les tracmas sont ouverts à tout vent, ce qui est insupportable en hiver, soit ils sont fermés, mais alors on n'y voit rien, car ils sont dépourvus du moindre système de désembuage. Pire, dans les rares engins où existait un tel système, il a été supprimé.

Ce serait pourtant la moindre des choses d'équiper ces engins soumis à toutes les intempéries de ce que l'on trouve dans la première voiture venue. Mais si cela n'est pas fait, c'est que la direction se moque des risques qu'elle nous fait prendre, et cela, c'est criminel.

Correspondant LO

ALLOCATIONS FAMILIALES PEAU DE CHAGRIN

La direction de la Caisse d'allocations familiales vient d'annoncer aux employés les nouvelles restrictions du plan Juppé concernant les prestations familiales.

Il y a d'abord le plafonnement de l'allocation pour jeune enfant qui va priver certaines familles, peu fortunées, d'environ 8 600 F qu'elles auraient touchés pour la naissance d'un enfant. Et comme cette prestation s'accompagne de l'obligation de visites pré- et post- natales, du coup certaines femmes espaceront sans doute ces visites, ce qui fera de petites économies pour la Sécu mais n'améliorera évidemment pas la protection médicale maternelle et infantile.

Autre restriction, non seulement il n'y a pas eu de revalorisation des prestations familiales au 1er janvier 1996, mais elles ont au contraire été diminuées par l'application du RDS à beaucoup de prestations. Le RDS va par exemple peser sur toutes les aides au logement. Et quand on sait que bien des RMIstes touchent une aide au logement, on voit que le gouvernement n'hésite pas à s'en prendre aux plus pauvres.

Il y a aussi la non-revalorisation des plafonds de calcul pour le complément familial (que touchent les familles de 3 enfants dont un de moins de 3 ans) et pour l'allocation de rentrée scolaire. Là encore un certain nombre de familles seront privées de ces prestations.

Alors bien sûr, même si la ponction du RDS n'est que de 0,5 %, elle s'ajoute à tout le reste, aux prestations qui diminuent, voire disparaissent, aux salaires bloqués, à la baisse du taux du livret d'épargne. Ça suffit !

Correspondant LO

Caisse d'allocations familiales - Paris 19e

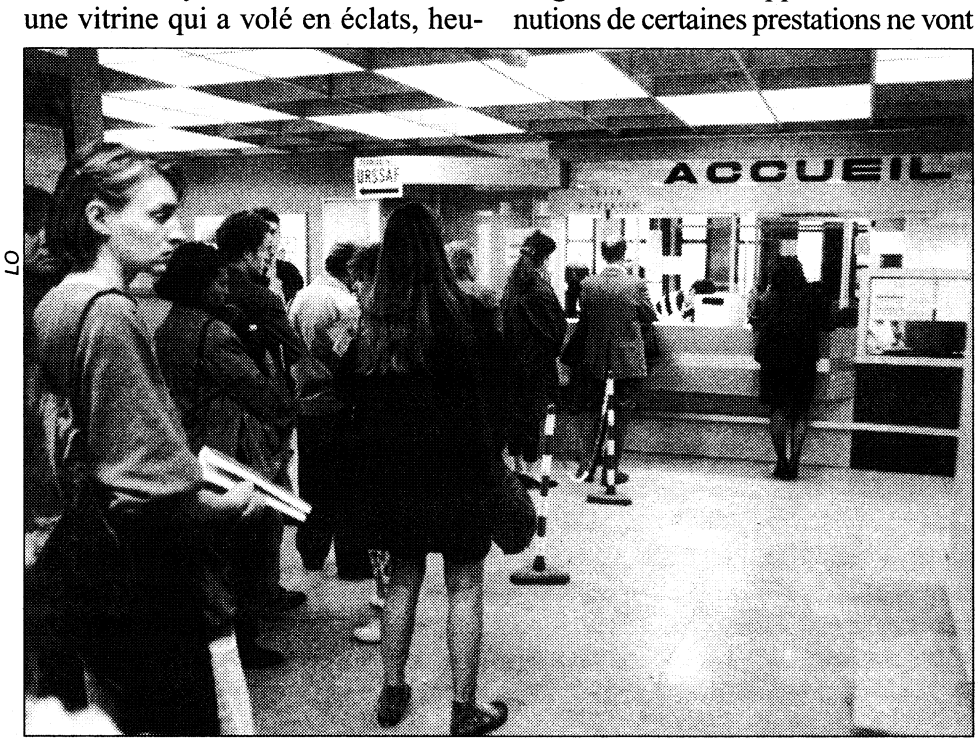
La Sécurité sociale côté guichets

DES ÉCONOMIES PRÉJUDICIABLES À TOUS

Au centre de gestion Laumière de la Caisse d'allocations familiales de Paris, la situation aux guichets est très tendue. Il ne se passe pas de jours sans que des incidents éclatent. Cela va des insultes du genre « *Salope* », « *Nique ta mère* », « *sale Juive* »... pour les guichetières, aux agressions physiques contre les agents de sécurité.

Ainsi, récemment, un agent de sécurité faisait sortir les dernières personnes après la fermeture quand un allocataire, voulant rentrer à tout prix, a frappé l'agent qui voulait l'en dissuader. C'est la deuxième fois en un mois qu'il reçoit des coups. Le lendemain matin, une autre personne en colère a envoyé son attaché-case dans une vitrine qui a volé en éclats, heureusement sans blesser personne.

Il faut dire que les allocataires ont souvent de bonnes raisons d'être en colère. Tous les jours, ce sont environ un millier de personnes qui se pressent aux guichets à Laumière, bien insuffisants pour faire face à pareille affluence. Un papier qui manque et c'est bien souvent une longue attente qui s'avère inutile. Et puis, les mesures du gouvernement Juppé sur les diminutions de certaines prestations ne vont pas arranger les choses.



LO

Alors qu'il faudrait augmenter le nombre de guichets et embaucher des employés, toute la politique de la CAF consiste à réduire le plus possible le personnel. A Laumière, comme partout ailleurs, la direction du centre n'a qu'un mot à la bouche : « *faire des économies* ». Le gouvernement a demandé à la Sécurité sociale, dont dépend la CAF, de faire 1,5 milliard d'économies sur ses frais de gestion. Pour ne pas arranger les choses, les CAF absorberont en janvier 1997 les dossiers des familles des fonctionnaires. S'ajouteront alors 600 000 allocataires supplémentaires pour les CAF, 25 000 en plus pour celles de l'Ile-de-France ! Et, bien sûr, nulle part il n'est question d'embauches pour faire face à cette surcharge de travail.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que naisse un climat d'agressivité et de tension, rançon des multiples économies de gestion et surtout de l'aggravation de la situation sociale. Il rend les conditions de travail de plus en plus pénibles et bien évidemment, dans une telle atmosphère, il se trouve aussi parfois des employés qui, se sentant personnellement agressés, s'en prennent de façon pas toujours juste aux allocataires et tombent dans le piège de la division entre employés et usagers. La direction, et surtout derrière elle le gouvernement, voilà les seuls véritables responsables de cette situation qui rend la vie des employés et des usagers insupportable.

Correspondant LO

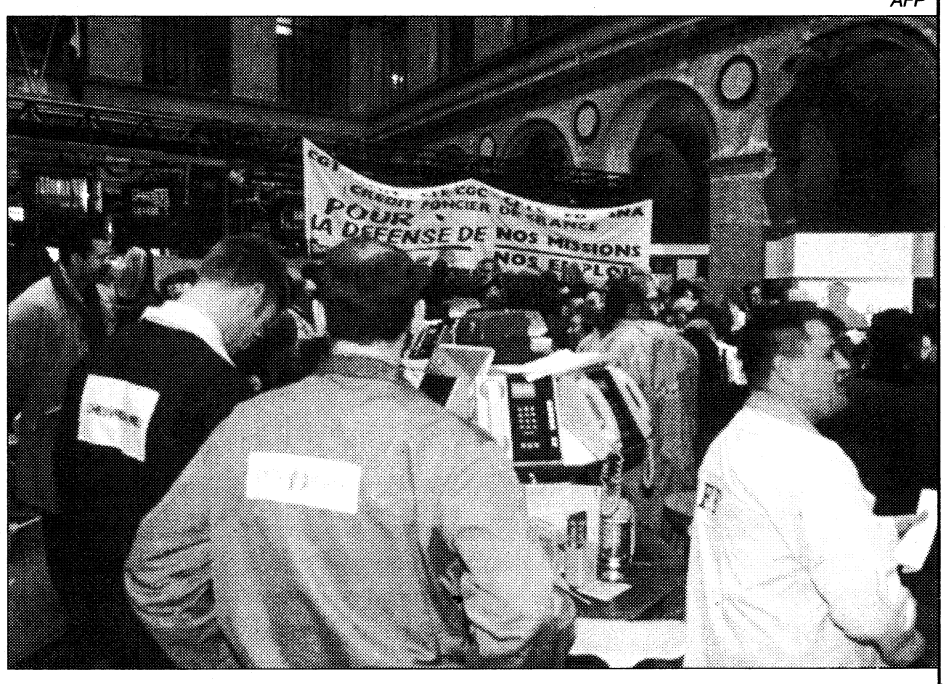
LE CRÉDIT FONCIER EN DIFFICULTÉ VEUT FAIRE PAYER LA NOTE AUX SALARIÉS

Parmi les nombreuses banques, petites, moyennes et grandes, qui ont spéculé dans l'immobilier à la belle époque de celui-ci et qui, aujourd'hui, se déclarent en difficulté financière à cause des ardoises que leur ont laissées les promoteurs, il y a le Crédit Foncier de France. Cette véritable institution (son dirigeant appelé « gouverneur » est désigné par le Conseil des ministres) serait aujourd'hui devant un « trou », estimé publiquement entre 7 et 15 milliards. C'est assez peu précis mais en revanche, le nombre de suppressions d'emplois annoncé est déjà, lui, très précis : 1 200 salariés (sur 3 500) devraient ainsi être jetés à la rue sous prétexte de restructuration nécessaire au redressement de l'entreprise.

Une fois de plus, après le Crédit Lyonnais, mais aussi le Comptoir des Entrepreneurs, l'UCB, la Hénin et d'autres banques moins connues, ce serait aux travailleurs de faire les frais de la course au profit et de la folie spéculative des banques. Le Crédit Foncier a englouti des milliards dans la spéculation immobilière. Il a investi 2,5 milliards de francs à Bercy Expo, centre d'affaires agro-alimentaire. Il a financé des golfs, des hôtels, des vignobles, pris des participations financières sans garantie, etc. Et aujourd'hui, il présente en quelque sorte la facture aux salariés de l'entreprise... dont certains ont récemment manifesté à l'intérieur de la Bourse de Paris, exprimant ainsi qu'ils n'avaient pas l'intention de la payer !

Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de la gabegie des banquiers. Et si cette nouvelle affaire du Crédit Foncier démontre quelque chose, c'est combien il est urgent pour les travailleurs d'aller mettre le nez dans les comptes des banques comme des entreprises.

AFP



Des employés du Crédit Foncier envahissent la salle du CAC 40, suspendant les opérations de la Bourse, le 15 février.

Chausson - ETG
Gennevilliers
(Hauts-de-Seine)

IL Y A TOUJOURS MOYEN DE SE FAIRE ENTENDRE

Chez Chausson-ETG à Gennevilliers, depuis plusieurs semaines, un certain mécontentement s'exprime sur différents sujets, et tout particulièrement sur les salaires qui semblent d'autant plus maigres que, du fait du chômage partiel, la paie a été amputée. Pour dégonfler le mécontentement, la direction vient d'annoncer le versement d'une prime de performance de 800 F pour tout le monde.

Pas de chance pour elle, l'annonce a eu l'effet contraire ! La dernière prime de performance, versée au temps où Chausson était en redressement judiciaire, s'élevait à environ 1 300 F. Aujourd'hui où l'entreprise est devenue une filiale Renault, les travailleurs s'attendaient à la même chose ou davantage, mais pas moins !

Il y a donc eu un débrayage de 3/4 d'heure, le jeudi 8 février, pour toute l'équipe du matin. A la suite d'une AG quasi improvisée, 300 personnes se rendaient à la direction. Le directeur étant absent, un petit ultimatum lui fut laissé, rappelant les revendications (non à la prime pourboire de 800 F – discussion sur les salaires), « *faute de quoi, le 15 février, ce sera l'arrêt de travail de tous* ».

Cet *Avertissement à la direction* a été distribué partout dans les ateliers, après avoir été approuvé par une assemblée de l'équipe du soir. Suite à quoi le compte à rebours a commencé.

Le mercredi matin, veille du 15 février, la direction envoyait la maîtrise dans les ateliers pour annoncer :

1) 200 F de mieux sur les 800 F, soit 1 000 F de prime immédiate, et en plus une prime d'au moins 350 F en mars.

2) négociations salariales pour 1996, le vendredi 16 février à 9 heures du matin.

Cela n'a pas vraiment calmé le jeu. Le mécontentement n'est pas tombé. Et le jeudi 15, à nouveau 200 travailleurs allaient signifier à la direction que, « *si les négociations donnent des miettes, on débraye !* ». Rendez-vous était pris à midi le lendemain, à la fin des négociations. Des assemblées tenues à l'équipe du soir confirmaient le rendez-vous.

Aux négociations, la direction annonçait 2 % d'augmentation générale pour l'année (1 % en mai et 1 % en octobre), et 1,4 % d'augmentation individuelle. C'était un peu plus que prévu.

A midi, en annonçant la chose devant toute l'équipe du matin, tous ateliers confondus, les délégués ont insisté sur le fait que c'était le moment de faire les comptes, qu'on avait tous besoin d'augmentation immédiate, générale et non pas individuelle à la tête du client, et que les débrayages et assemblées avaient probablement leur efficacité puisque la direction d'ETG-Chausson avait fait des propositions alors que Renault, « maison-mère », n'avait encore rien annoncé. L'équipe du soir débrayait elle aussi une heure. Et tout le monde se donnait à nouveau rendez-vous une semaine plus tard, après la seconde séance de discussion annoncée par la direction.

La balle est donc dans le camp de la direction.

Mais tout le monde n'a pas repris le travail vendredi 16 février, car un élément nouveau est intervenu. Cela faisait deux jours que les délégués essayaient de la faire revenir sur une mise à pied de 3 jours infligée à un travailleur des Presses pour prétendue injure à une assistante sociale. Devant l'indignation générale (« *Quand on va voir le service social, si c'est pour avoir encore plus d'emm... !* »), la direction en rabattait mais s'accrochait encore à un jour de mise à pied. L'atelier des Presses est donc resté arrêté jusqu'à 19 heures. Puis les travailleurs de l'atelier sont allés s'adresser à l'autre moitié de l'usine et ont bloqué la sortie de chaîne de tôlerie, jusqu'à la fin de poste.

Le chef du personnel a déboulé à l'usine à 22 heures. Les délégués ont été convoqués, et là seulement, la mise à pied a été transformée en un simple avertissement.

Tout est laborieux ! La direction est têtue... Mais nous, nous sommes obstinés.

Correspondant LO

Vote anti-Notat

A Chausson Gennevilliers, devenu depuis le 1er janvier 1996 filiale de Renault, nous avons eu des élections pour le Conseil d'Administration. C'étaient les premières, dues à ce passage en filiale Renault. Aucun des syndicats, CGT et CFDT, n'avait vraiment fait campagne (juste un tract par syndicat) parce que tout le monde se moquait de ce Conseil d'Administration. Mais les résultats n'ont pas été sans intérêt.

Le taux de participation a été le même que pour les élections professionnelles : 82 %. La CFDT a eu 34,5 % (soit un recul d'environ 15 %) ; la CGT a eu 54,4 % (soit un gain d'environ 15 %) ; la CGC a eu 11 % (cette élection avait lieu tous collèges confondus).

A la proclamation des résultats, les travailleurs ont été plus que surpris car les militants CFDT locaux – dont ceux de Lutte Ouvrière – sont appréciés et ont été particulièrement actifs, avec la CGT, pour tenter de faire débrayer contre le plan Juppé en novembre-décembre derniers.

En fait, dans les discussions les jours suivants, beaucoup de gars, tout en étant un peu gênés vis-à-vis des militants locaux, car ils ne voulaient pas les désavouer, confirmaient qu'ils avaient voulu marquer leur désaveu de l'attitude de la CFDT Notat pendant les grèves.

Alors, à bon entendeur...

Correspondant LO

CACEMA
Courbevoie
(Hauts-de-Seine)

UNE OPÉRATION FINANCIÈRE PEUT EN PRÉPARER UNE AUTRE

A Cameca, petite société d'instrumentation scientifique de 200 personnes, à Courbevoie dans les Hauts-de-Seine, le patron a réuni récemment le personnel pour annoncer qu'il rachetait les actions détenues par le personnel à trois fois le prix d'émission.

Cette société, qui autrefois faisait partie du groupe Thomson, en avait été séparée peu après la nationalisation. Les cadres et le personnel avaient alors racheté la société sous la tutelle bienveillante de la Thomson, jusqu'à remboursement complet du prix d'achat, la trésorerie étant assurée par les banques.

Si, du côté du personnel ayant de l'ancienneté et possédant quelques actions, la joie était au rendez-vous, l'opération profite principalement à quelques cadres détenteurs de gros paquets d'actions qui se voient créditer, pour certains, de plusieurs millions de francs.

Pour le personnel ayant moins d'ancienneté et non détenteur d'actions, la joie était beaucoup moins au rendez-vous. Tous avaient encore en mémoire les dizaines de licenciements des années précédentes, les augmentations de salaire pratiquement inexistantes et les heures supplémentaires imposées au tarif normal, sous couvert de l'annualisation du temps de travail, pour sortir le matériel dans les délais.

Si les sacrifices de l'ensemble du personnel ont profité à quelques-uns, l'opération financière en cours pourrait, à terme, en cacher une autre, de bien plus grande envergure, dont le principal bénéficiaire serait le patron de la société, comme par exemple la revente de la société à un groupe plus important.

Et l'on sait que, dans ces cas-là, cela se termine souvent par des licenciements...

LO

Lorsque le gouvernement s'intéresse à la situation des établissements scolaires publics, ce n'est pas pour remédier au manque de moyens (en locaux, en matériel, en personnel enseignant ou autre) mais pour mettre au point son projet de « carte scolaire » qui programme entre autres choses la fermeture de classes à la rentrée de mars prochain. Cela tient de la provocation, compte tenu des conditions qui règnent dans l'enseignement public, sans parler du fait que ce n'est certainement pas comme cela qu'on peut améliorer la situation illustrée ces dernières semaines par différents incidents violents, dans les établissements ou à la sortie de ceux-ci.

De nombreuses manifestations et occupations d'écoles se déroulent donc actuellement à Paris, rassemblant des parents d'élèves qui refusent cette prochaine rentrée scolaire, telle que l'académie la prépare. Le projet du gouvernement, la nouvelle « carte scolaire » comme il l'appelle, ne prévoit en effet pas moins de 133 fermetures de classes contre 89 ouvertures. Soit un solde négatif de 44 classes qui ne rouvriraient pas leurs portes à la fin des vacances d'hiver (du 3 au 17 mars à Paris). Mais ce serait sans compter avec la mobilisation et la détermination des parents d'élèves, instituteurs et enseignants qui peuvent contraindre le ministère et les responsables d'académie à changer de politique…

Dans notre courrier

« Malgré les mauvaises conditions atmosphériques, quelque 400 parents d'élèves et enseignants se sont retrouvés devant la Sorbonne la semaine dernière pour obtenir la révision de la « carte scolaire ».

L'école publique subit de plein fouet la politique réactionnaire du pouvoir actuel. Ce sont environ 80 postes d'instituteurs et 50 de psychologues scolaires que le Rectorat veut supprimer à la rentrée 1996. Les quartiers populaires du Nord et de l'Est parisiens sont particulièrement touchés. Si cette politique est appliquée, les écoles publiques risquent de devenir des îlots aux classes surchargées, au niveau dévalorisé.

Lundi 19 février, l'inspecteur d'académie devait répondre aux espoirs des manifestants. Il a en fait repoussé avec morgue les revendications qui lui étaient présentées. La lutte devrait donc se durcir dans les écoles. Le printemps s'annonce chaud !

Un instituteur parisien en colère. »

Lycée Paul-Robert

Les Lilas (Seine-Saint-Denis)

PROVISEUR OU GARDIEN-CHEF ?

En novembre et décembre derniers, un certain nombre d'élèves du lycée Paul-Robert des Lilas ont participé aux grèves et aux manifestations. Ils ont donc manqué les cours. Et cela d'autant plus que la proviseur, pour les empêcher d'aller à une manifestation l'après-midi, leur interdisait parfois de sortir du lycée à la mi-journée. Il ne leur restait plus… qu'à sécher les cours dès le matin !

Mais quelle n'a pas été leur surprise quand leurs parents ont reçu en janvier une lettre de la proviseur, intitulée *Avertissement no 1*, comptabilisant les absences de cette période et menaçant, en cas de récidive, de les signaler à la Caisse d'allocations familiales, *« en vue de la suspension des allocations »*, et au procureur de la République, pour des amendes allant de 1 000 à 20 000 F. Copie était jointe de textes de loi remontant, pour l'un, à 1882 !

Les parents, dont certains ont été grévistes contre le plan Juppé, et qui sont bien souvent solidaires de leurs enfants, n'ont pas apprécié ces menaces scandaleuses. Quant aux lycéens, ils ont remarqué que, dès 16 ans, la loi les autorise à quitter l'école pour aller se faire exploiter par un patron. Dans ce cas-là, on ne les considère plus comme des enfants ! Et il y a un peu plus d'un an, dans ses propositions racoleuses sur la jeunesse, Balladur envisageait le droit de vote à 16 ans (l'écartant au dernier moment) et proposait qu'on puisse élire maire un jeune de 18 ans.

Il faut croire que, pour la question du droit de grève, contre Balladur ou son successeur Juppé, ce n'est pas la même chanson.

La proviseur de Paul-Robert veut peut-être faire de son lycée tout neuf un établissement d'élite et attirer une clientèle bon chic bon genre, qu'elle préfère sans doute à la population voisine des cités ouvrières des Lilas et de Romainville. En tout cas, elle a fait contre elle l'unanimité des lycéens. Et dans un prochain mouvement, ce sera une raison de plus d'aller manifester.

Sharaku de Masahiro Shinoda

Sharaku, un des plus célèbres peintres japonais de la fin du XVIII[e] siècle avec Utamaro et Hokusaï, n'exerça son art de l'estampe que pendant à peine deux ans, en 1794 et 1795. C'est pratiquement tout ce qu'on sait de Sharaku. Mais la vie qui lui est prêtée dans ce film, bien qu'imaginaire, est parfaitement plausible.

C'est au début un jeune acrobate faisant partie d'une troupe de théâtre Kabuki, la forme de théâtre la plus populaire. Après un accident qui l'oblige à renoncer à cette carrière, un éditeur d'estampes repère son talent de dessinateur. Tandis que l'artiste déjà reconnu Utamaro peint surtout des belles courtisanes, Sharaku réalise des portraits d'acteurs du théâtre Kabuki, avec des visages très expressifs à la limite de la caricature. De son côté, Hokusaï dessine avec frénésie tout ce qui passe sous son regard, sans se soucier du caractère respectable de ses sujets.

Tous ces artistes vivent dans le quartier des maisons de prostitution d'Edo, la capitale où réside le gouvernement militaire régnant sur le Japon. Ceux qui ne respectent pas les édits du gouvernement shogunal ont la tête tranchée. Le pouvoir s'efforce aussi d'exercer un contrôle strict sur une production culturelle qui tend à échapper aux critères esthétiques traditionnels des féodaux pour plaire à la clientèle des marchands ou des gens du peuple. Quand la censure frappe, un éditeur peut se retrouver les menottes aux mains pour de longues semaines et son magasin réduit de moitié. Sous cette pression, les artistes tentent de louvoyer, de se révolter ou de s'enfuir à Osaka, la ville des riches marchands.

Le film donne également une idée impressionnante de l'oppression pesant sur les femmes japonaises de l'époque.

Cette histoire très prenante est menée tambour battant. Qui plus est, le réalisateur l'a traduite en images très raffinées donnant parfois l'impression de voir des estampes en mouvement.

Jean-Pierre CALVI

Communiqué

A l'issue de la manifestation du 25 novembre, et à l'occasion de la journée internationale des femmes, le Collectif national pour les droits des femmes organise un grand BAL le samedi 9 mars, de 20 h 30 à 24 h

Avec la participation du grupo CAÏMAN (SALSA)

Buffet, bar…
Bon de soutien : 50 F
Chômeuses/eurs, étudiant/es : 25 F

Salle des fêtes de la mairie de Montreuil
Métro : Mairie-de-Montreuil

VENEZ NOMBREUSES ET NOMBREUX !

Italie Vers des élections anticipées

QUAND LA « GAUCHE » REDONNE CRÉDIBILITÉ À LA DROITE

L'Italie n'en a pas fini avec l'instabilité politique. Telle est une des seules leçons claires que l'on peut tirer de la situation qui a amené le président de la République Scalfaro, le 16 février, à dissoudre le Parlement et à recourir à des élections législatives anticipées qu'il aurait préféré éviter.

Lorsque ce Parlement a été élu, il y a deux ans, il était censé inaugurer une « deuxième République » italienne qui, au contraire de la précédente, aurait instauré la stabilité gouvernementale. L'opération « mains propres » initiée par les juges milanais avait envoyé une bonne partie du personnel politique finir sa carrière devant les tribunaux sous l'accusation de corruption. Une autre partie, tel le démocrate-chrétien sept fois Premier ministre Andreotti, y était envoyée sous l'accusation, certes pas plus honorable, de collusion avec la Mafia. Enfin, le référendum lancé par le démocrate-chrétien en rupture de ban Segni avait débouché sur l'instauration d'un système électoral semi-majoritaire, recette garantie paraît-il pour assurer l'alternance au pouvoir de majorités stables, à l'instar de ce qui se produit dans d'autres pays.

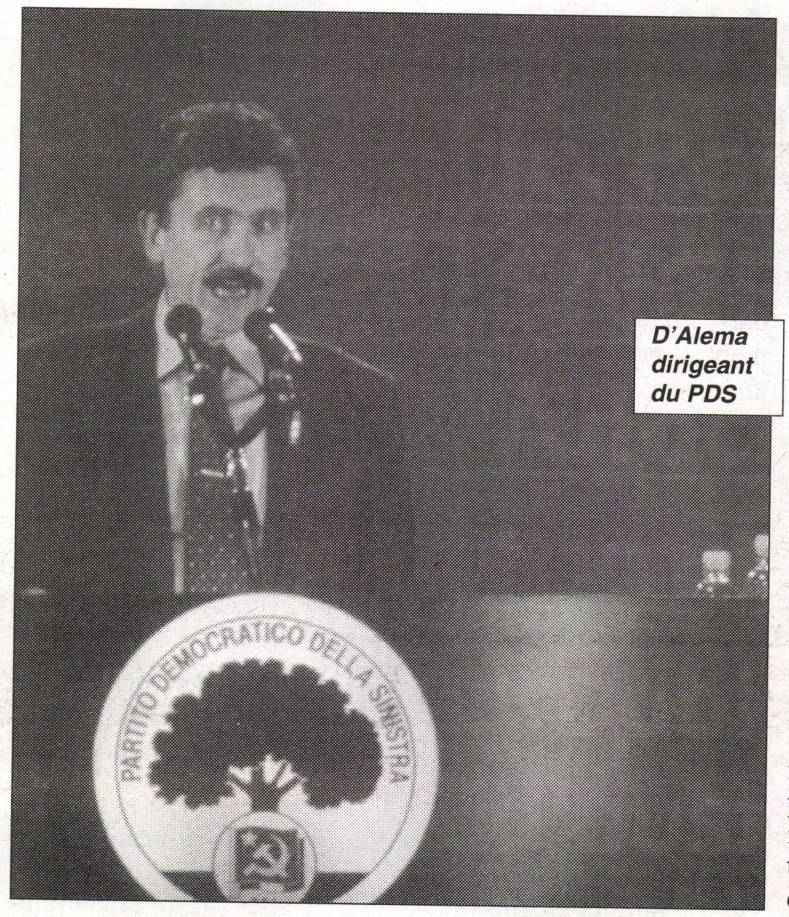
Majorités à usure accélérée

Mais si tout cela avait pour but de redonner au système politique autorité et considération, le moins qu'on puisse dire aujourd'hui est que c'est raté. Le système électoral majoritaire a bien conduit à la constitution de « pôles », autrement dit d'alliances électorales. En 1994, c'est le « pôle des libertés » qui a emporté les élections sur le « pôle progressiste ». On a vu arriver au pouvoir une étrange coalition regroupant, sous la houlette du magnat de la télévision Berlusconi et de son parti Forza Italia, le fasciste Fini et le leader de la Ligue du Nord Umberto Bossi. Mais cette coalition a éclaté dès la fin 1994. Lorsqu'il a fallu affronter l'impopularité des attaques contre le système des retraites lancées par le gouvernement Berlusconi, Bossi et la Ligue du Nord ont repris leur liberté. Le gouvernement Berlusconi est tombé dès décembre 1994 et c'est son ancien ministre du Trésor, Dini, devenu chef du gouvernement, qui a fait passer le projet en s'appuyant sur une majorité faite d'une partie des « progressistes » – le PDS notamment, autrement dit l'ex-Parti Communiste – et de la Ligue du Nord, et en bénéficiant du soutien des syndicats que Berlusconi s'était aliénés.

En somme, si en 1994 c'est une majorité de droite qui a été élue, c'est ensuite une majorité de centre-gauche qui a gouverné et a aidé Dini à imposer les mesures d'austérité qu'en réalité Berlusconi n'avait pas eu les moyens de faire passer… Puis les manœuvres de ces derniers mois, dans le but de trouver un successeur au gouvernement Dini et de tenter d'éviter des élections anticipées, ont encore accru la confusion politique.

D'Alema, l'homme du compromis frénétique

Le plus clair de ces manœuvres a été en effet la tentative d'accord entre le leader du PDS D'Alema et celui de Forza Italia, Berlusconi. Si un prédécesseur de D'Alema, Berlinguer, avait parlé de « compromis historique » avec la droite, on peut parler pour D'Alema de compromis frénétique. D'Alema s'est montré prêt pratiquement à toutes les concessions et toutes les compromissions à condition de parvenir à un accord avec les Berlusconi ou Bossi, voire Fini, pour mettre en place un gouvernement dit « de large entente » qui aurait accompli de nouvelles réformes institutionnelles en vue de la « gouvernabilité » et, bien sûr, continué la politique d'austérité de Dini.



D'Alema dirigeant du PDS

De « large entente », il n'y en a donc finalement pas eu, du moins dans ce domaine. Le principal facteur est sans doute que, face à tout cet imbroglio, le leader de l'Alliance Nationale Fini a cherché à faire pression pour des élections anticipées. Fini, l'ancien leader du parti néo-fasciste MSI, qui se dit aujourd'hui « post-fasciste » et se donne l'image d'un politicien respectable, semble en effet celui qui tire le mieux son épingle du jeu. Il n'a pas de peine à apparaître comme le plus cohérent politiquement, son parti est en tête dans les sondages et c'est donc lui qui souhaite le plus le recours aux urnes.

Bien sûr, tout cela ne représente que des phénomènes électoraux, et illustre la rapidité avec laquelle des partis et des politiciens bourgeois qui veulent se présenter comme neufs, eux et leur système, peuvent se déconsidérer eux-mêmes. A ceci près que la frénésie de compromissions d'un D'Alema et de son parti, le PDS ex-communiste, contribue malheureusement à déconsidérer avec lui le peu qu'il lui reste d'idées de gauche.

D'Alema a, en moins d'un an, aidé à faire passer une vague de mesures d'austérité qu'il avait feint de combattre, et contribué à donner crédibilité et respectabilité à des Berlusconi et des Fini avec qui il a tout fait pour s'entendre. Seul à sa gauche le PC maintenu, « Rifondazione Comunista », a maintenu un semblant d'attitude d'opposition, limitée cependant au plan parlementaire et pas exempte elle non plus des compromis nécessaires à sauvegarder les possibilités d'alliance avec le PDS.

Alors, si ses courbettes devant Berlusconi, Bossi et Fini, contribuent à désorienter un peu plus la classe ouvrière et en général la gauche italienne, et finalement à renforcer un Fini, D'Alema n'aura à s'en prendre qu'à lui-même.

En attendant, et malheureusement, tout ce contexte politique aide la bourgeoisie italienne à imposer une politique d'austérité et des reculs qui affectent toute la classe ouvrière : extension de la précarité de l'emploi, du chômage et de la pauvreté, aggravation des conditions de travail, baisse des salaires réels, voilà aussi le bilan que peuvent tirer les travailleurs de ces dernières années. Le tout avec la caution des politiciens dits de gauche à la D'Alema et consorts…

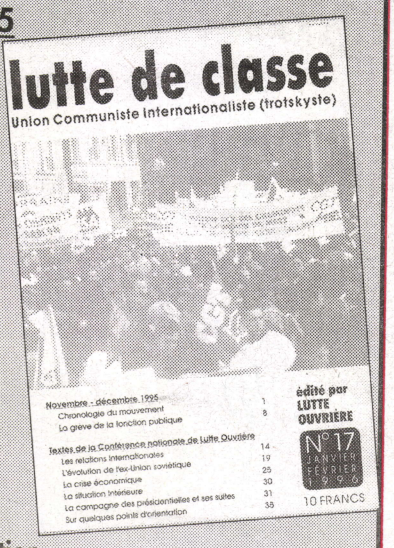
André FRYS

Lutte de classe n°17
janvier-février 1996

au sommaire :

Novembre-décembre 1995
Chronologie du mouvement
La grève de la fonction publique

Textes de la Conférence nationale de Lutte Ouvrière
Les relations internationales
L'évolution de l'ex-Union soviétique
La crise économique
La situation intérieure
La campagne des présidentielles et ses suites
Sur quelques points d'orientation


lutte de classe
Union Communiste Internationaliste (trotskyste)
édité par LUTTE OUVRIÈRE
N°17 JANVIER FÉVRIER 1996
10 FRANCS

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995